

LA
LIMITATION DES PLANTATIONS
DE LA VIGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 juin 1934, à 14 heures

PAR

Geneviève GAYAT de WECKER

Licenciée ès lettres

Président : M. Roger PICARD, professeur.

Suffragants } *MM. ROCHE-AGUSSOL, professeur.*
PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1934

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LA LIMITATION DES PLANTATIONS DE LA VIGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 juin 1934, à 14 heures

PAR

Geneviève GAYAT de WECKER

Licenciée ès lettres

Président : M. Roger PICARD, professeur.

Suffragants } *MM. ROCHE-AGUSSOL, professeur.*
PERREAU, professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1934



INTRODUCTION

BUT DE CETTE ÉTUDE.

La crise actuelle a pris une telle envergure — et cela dans toutes les branches de l'agriculture, de l'industrie ou du commerce — qu'elle a renversé les idées que l'on émettait sur des phénomènes semblables, ainsi que sur les remèdes qu'il convenait d'y apporter. C'est qu'elle se différencie nettement des autres, dites cycliques, étudiées dans les traités d'économie politique, tant par son importance qui va croissant, que par sa durée : les économistes prévoyaient, en effet, des crises susceptibles de se répéter tous les huit ou dix ans, mais ne dépassant pas une durée maxima de deux ans, ne franchissant pas, en général, les frontières d'un pays, ou du moins se limitant à un petit nombre de nations.

Actuellement, tout est changé : les premiers symptômes du mal remontent à plusieurs années déjà et, quant à l'issue, personne n'en peut fixer la date. Mais le caractère le plus inquiétant est encore l'extraordinaire rapidité de la propagation, l'universalité du phénomène auquel nul pays n'échappe entièrement. Par répercussion, il n'existe sans doute pas un être qui n'en subisse directement ou indirectement le contre-coup : propriétaires ou marchands, ouvriers, paysans, tous sont atteints et appauvris.

Aux maladies graves, les remèdes énergiques. La limi-

ation des plantations de vignes proposée pour résoudre la terrible crise, qui jette la viticulture mondiale dans le désarroi, est de ceux-ci. A ses différents degrés — limitation proprement dite, arrêt, arrachage — elle compte des partisans convaincus et des adversaires irréductibles, spécialement en France où l'idée de liberté se trouve si profondément ancrée dans les mœurs, et elle a été aussi ardemment défendue que combattue avec violence.

Sans esprit de parti, nous étudierons cette question à l'ordre du jour et qui rentre dans le cadre plus vaste de l'Economie dirigée. Nous aurons l'occasion de constater que cette solution, qui paraît révolutionnaire à beaucoup n'est, en tout cas, pas nouvelle, puisque la première application connue eut lieu sous Domitien et que les siècles suivants l'ont reprise bien des fois, sous des formes variées, avec une rigueur plus ou moins grande.

Nous examinerons si elle est compatible ou non avec le droit de propriété, si elle le viole nettement, ou simplement le réduit. Enfin, nous passerons en revue les mesures de ce genre, appliquées de nos jours dans les différents pays et particulièrement dans le nôtre, les résultats obtenus et les tendances actuelles.

CAUSES ESSENTIELLES DE LA CRISE : SURPRODUCTION,
DIMINUTION DE LA QUALITÉ, SOUS-CONSUMMATION.

Il ne semble pas inutile, avant de se prononcer sur le traitement à adopter, de considérer l'étendue du mal subi par la viticulture mondiale et d'en rechercher les causes. Celles-ci peuvent se ranger, les unes et les autres,

en trois catégories : surproduction, sous-consommation, diminution de la qualité au profit de la quantité, toutes causes, qui, loin d'être séparées par des cloisons étanches, se confondent et s'entremêlent.

I. — La *surproduction* s'est manifestée de plusieurs manières :

a) Les vieilles nations grandes productrices ont maintenu ou développé leurs vignobles. C'est le cas de la France, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume yougoslave et de l'U. R. S. S., en particulier, qui dans les cinq dernières années marque une progression de 80.000 hectares. Seuls, quelques pays à faible production — Allemagne, Autriche, Suisse, Tchécoslovaquie — ont vu diminuer les leurs.

b) La culture de la vigne s'est développée dans des régions où elle était inconnue jadis, ou embryonnaire : Amérique du Sud, Afrique du Sud, Australie. Les chiffres sont éloquentes : le vignoble argentin est passé depuis 1900 de 50.000 hectares à 124.000; celui du Chili, de 25.000 à 85.000; celui de l'Uruguay, de 1.000 à 12.000; le Brésil, qui ne comptait que 500 hectares de vignes à la même époque, en possède aujourd'hui 14.000. Même augmentation à noter en Australie où l'on trouve en 1900 : 15.000 hectares ; en 1931 : 46.000. Dans l'Union Sud-Africaine : 5.000 hectares en 1900, 23.000 en 1931.

c) Enfin, les métropoles, notamment la France, après la crise du phylloxéra, ont engagé leurs colonies et pays de protectorat à s'intéresser davantage à la viticulture, et ceux-ci n'ont que trop docilement suivi ce conseil. L'Algérie, au milieu du siècle dernier, faisait venir son

vin de France. Maintenant, elle s'avère incapable de consommer sa propre production — d'autant que la population musulmane s'abstient par religion de toute boisson fermentée — et ce sont des millions d'hectolitres qui sont dirigés sur le marché français. La Tunisie et le Maroc, sur une échelle plus réduite, ont imité cet exemple, de sorte que le vignoble de l'Afrique du Nord marque, de 1900 à 1933, une augmentation de 260.000 hectares.

Pendant la même période, on enregistre en Europe un accroissement de 285.000 hectares. Aussi, le vignoble mondial, qui ne couvrait, entre 1900 et 1910, qu'une moyenne de 6.600.000 hectares, a-t-il atteint 7.200.000 hectares en 1931 !

II. — Voilà pour l'extension en surface. Mais ce n'est pas tout; d'autres facteurs sont intervenus pour aggraver la surproduction. L'aire de la vigne s'est déplacée : l'arbuste a quitté les coteaux ensoleillés qui constituaient son siège normal pour descendre dans les plaines d'alluvions où l'on ne cultivait autrefois que des céréales ou des primeurs et qui donnent d'énormes rendements en même temps qu'un vin trop souvent sans finesse.

A ce double résultat conduit également l'emploi de cépages gros producteurs et de procédés cultureux blâmables (taille trop longue, irrigations excessives, abus d'engrais, etc.). On arrive ainsi à obtenir 250 hectolitres à l'hectare, parfois même davantage. Aussi, en jetant un coup d'œil sur les statistiques, constatons-nous que la production du vin dans le monde n'a cessé de s'accroître — 141.134 milliers d'hectolitres, environ, en 1910, 185.616

milliers d'hectolitres en 1929 — et, fait plus significatif encore, que la moyenne du rendement à l'hectare est passée entre 1910 et 1930 : en Europe, de 19 à 23 hectolitres; en Afrique, de 35 à 53; en Amérique du Sud, de 35 à 46.

III. — Rançon obligatoire de cette course à la quantité, la consommation s'est ralentie; et comment s'étonner que l'acheteur, déçu souvent par la qualité des vins qui lui sont offerts, rebuté par les hauts prix, réduise ses commandes ou se tourne vers d'autres boissons?

On voit combien les trois phénomènes sont intimement liés : la production exagérée entraîne automatiquement la baisse de la qualité et la régression de cette dernière engendre la sous-consommation.

D'ailleurs, les temps sont révolus où l'américanisme envahissant cherchait à nous persuader qu'à une production indéfinie pouvait correspondre une consommation indéfinie.

« Moins de vin et meilleur », dit-on. Oui, mais si chacun s'accorde sur le principe, il n'en est plus de même quand on entre dans la voie des réalisations. Les remèdes proposés sont tout différents suivant qu'ils émanent des partisans de l'interventionnisme ou du libéralisme.

Ceux-ci préconisent une attitude d'expresse réserve plutôt qu'une formule d'action. « Laisser faire, laisser passer » veut dire ici : « N'intervenez pas dans les rouages de la grande machine économique, vous risqueriez de la fausser et, du reste, l'équilibre se rétablira de lui-même après une période douloureuse à traverser, soit, mais nécessaire. Laissez agir les lois naturelles de l'offre

et de la demande — trop de marchandises font baisser les prix; ces derniers n'étant plus suffisants pour donner un profit, on en viendra nécessairement à produire moins. Ainsi, tout rentrera dans l'ordre à la seule condition de ne pas s'opposer par la réglementation au bon fonctionnement de ces lois. »

« C'est une attitude de paresse ! » protestent leurs adversaires. — « Resterons-nous béats, sans rien tenter, en face des maux qui nous menacent? Et quelle erreur de penser que des lois économiques peuvent jouer dans une complète liberté; toujours quelque facteur influe sur elles. D'ailleurs, vous qui prétendez lâcher la bride à l'intérêt particulier sous prétexte qu'il aboutit dans le sens de l'intérêt général, de quel droit voulez-vous empêcher l'Etat de prendre, lui aussi, des mesures dans son intérêt, pourquoi serait-il le seul à ne pouvoir agir à son gré? Vous croyez que c'est parce qu'il n'y a plus de débouchés pour un produit qu'on cessera d'en fabriquer ou qu'on en fera moins? Erreur complète! La race des moutons de Panurge n'est pas éteinte, qui se jettent à l'eau sans le remarquer, suivant en cela l'exemple de leurs camarades. Lorsque la persuasion, l'évidence, se révèlent incapables de faire adopter les solutions de bon sens, lorsque ceux qui se ruinent, ruinent en même temps les autres, l'Etat se trouve devant le devoir d'agir et d'imposer sa volonté. »

Ceci heurte évidemment notre individualisme national; aussi, nombre d'hommes d'Etat, tout en se réclamant du libéralisme, convaincus cependant de la nécessité d'intervenir, se tirent-ils d'affaire par un compromis; ils se rallient à la solution précédente, moyennant cer-

taines réserves, certains adoucissements et peuvent de la sorte suivre leurs convictions sans renoncer complètement aux idées qui leur sont chères.

DÉFINITION DE LA LIMITATION DES PLANTATIONS.

Nous retrouverons ces trois tendances, et très marquées, dans les discussions qui ont eu lieu à la Chambre et au Sénat au sujet de la limitation des plantations de vignes; mais précisons d'abord le sens de cette expression. On désigne ainsi la mesure qui a pour but d'influer directement sur le quantum de la production en réfrénant le développement exagéré des vignobles; plusieurs modalités sont possibles :

Interdiction de planter de nouvelles vignes pendant une période de X années, ou jusqu'à nouvel ordre;

Interdiction de dépasser un nombre donné d'hectares par viticulteur ou par an;

Autorisation subordonnée à l'agrément des pouvoirs compétents ou au versement d'une redevance, etc., etc.

En fait, on englobe sous l'appellation de « limitation des plantations » des mesures de gravité très diverses qui vont de la limitation proprement dite à l'arrachage, en passant par l'arrêt des plantations. Elle n'exprime donc qu'une partie de ce qu'elle veut dire, mais a du moins l'avantage d'être entrée dans la langue courante et d'être comprise par le grand public. Combien d'autres expressions aussi maladroitement choisies finissent par conquérir le droit de cité! D'ailleurs, le tout est de s'entendre.

Si l'arrachage ne recueille que de rares approbations, à l'exception du cas où il serait facultatif et simplement encouragé par des primes (*Cf. Grand-Duché du Luxembourg*), une disposition fréquemment rencontrée comme corollaire ou complément de la limitation est celle qui consiste à prohiber les hybrides et à déterminer les cépages pouvant être employés dans les différentes régions : les deux mesures se tiennent de si près que l'on est presque toujours conduit à parler de la seconde quand on s'occupe de la première.

ARGUMENTS POUR ET CONTRE LA LIMITATION.

I. — Voyons maintenant les arguments que les tenants du libéralisme ou de l'intervention s'opposent sur le terrain de la limitation des plantations. Ceux des libéraux d'abord. Leur thèse, avouons-le, est tentante pour un esprit de chez nous. Car on pourrait en France appliquer au libéralisme les vers de Voltaire :

*Qui que tu sois, voici ton maître,
Il l'est, le fut, ou le doit être,*

tant nous haïssons la contrainte et sommes attachés à notre indépendance.

Les libéraux, en plus de leur raison capitale, le jeu non entravé de la loi des prix, disent encore :

« Vous ruinez le principe de propriété. La vieille propriété romaine à peu près sauvegardée par le Code Napoléon, combien vous la démembrez ! On ne pourra donc plus disposer de ses biens à sa guise, le paysan se

verra empêché de planter des ceps s'il en a envie. De quel droit ? Et que fera ce cultivateur si son terrain ne convient qu'à la vigne ?

» Vous créez un monopole au profit de ceux qui ont planté, des imprudents que vous blâmez vous-mêmes. Qui brimez-vous, au contraire ? Les sages, ceux qui ne sont pour rien dans la marche ascendante de la crise.

» Vous reconnaissez l'injustice de la distinction médiévale des terres nobles et des terres roturières. En plein ^{xx}^e siècle, vous revenez à ces errements.

» Vous voulez endiguer un mal et vous en déchaînez un autre, car, enfin, les entrepreneurs de défoncement, les pépinéristes spécialisés dans la sélection des espèces, la vente des jeunes plants, méritent aussi qu'on s'occupe d'eux ; vous allez ruiner leurs affaires ou même les supprimer d'un coup.

» Vous êtes souvent des adversaires du socialisme : Eh bien ! par cette porte ouverte, il va s'introduire et passer tout entier, le tour sera joué avant même que vous vous en soyez aperçus !

» Vous dites qu'il s'agit d'un remède exceptionnel à un mal exceptionnel. Méfiez-vous ! L'exceptionnel est facilement trouvé quand on le cherche, et ce que vous allez faire adopter aujourd'hui en croyant que cette mesure restera unique, sera invoqué comme précédent dans quelques années ou quelques mois.

» Enfin, dernière conséquence, et non la moindre, vous donnez aux gens le goût du moindre effort en les incitant à recourir à l'Etat dans tous leurs besoins. Vous en faites un Etat-Providence qu'ils invoqueront au moindre déboire : pour acheter leurs récoltes et fermer les fron-

tières, quand la nature se sera montrée trop généreuse, pour les subventionner lorsque les agents atmosphériques — pluie, gelée, grêle, que sais-je, auront sévi. Un Parlement divinisé, que l'on suppliera ou menacera suivant le cas, jolie pratique en vérité !

II. — A ces raisons, qui ont bien leur valeur, les partisans de l'économie dirigée répondent :

« Ne nous revient-il pas de chercher des remèdes alors que vous échouez ? Les crises que vous regardiez comme des phénomènes périodiques assez espacés, courts en tout cas, se rapprochent de plus en plus, leur gravité et leur durée ne font que s'accroître. Qui peut prédire à coup sûr quand finira celle que nous traversons à présent ?

» Les grands prédécesseurs invoqués par vous — les Physiocrates, Adam Smith, — ne se sont jamais montrés aussi intransigeants et admettaient des exceptions à une règle de conduite. Une situation aussi difficile que celle qui nous tourmente demande un peu de souplesse.

» Nous ne voulons pas que soit ruinée la viticulture française, d'illustre renommée, qui fait vivre tant de braves gens. Vous nous accusez de saper le droit de propriété ; or, personne ne le respecte plus que nous, et, si nous désirons le limiter, c'est pour le défendre, tout paradoxal que cela paraisse.

« Créer un monopole ? Allons donc ! Un monopole ne se crée pas au profit de milliers d'individus.

» Socialisme ! Mais le socialisme proposerait l'étatisation des grands domaines, nous voulons, nous, maintenir et fortifier le propriétaire dans son droit. »

*
**

Nous retrouverons tous ces arguments quand nous arriverons aux débats qui ont eu lieu en 1931 et 1933 à la Chambre et au Sénat français. Qu'il nous suffise pour l'instant d'un aperçu qui laisse entrevoir les difficultés et les discussions sans nombre suscitées par cette question.

HIER

LA LIMITATION VITICOLE DANS L'ANTIQUITE

En l'an 92 de notre ère, l'Empereur Domitien promulgua un édit qui interdisait toute nouvelle plantation de vigne en Italie, et ordonnait l'arrachement de la moitié des vignobles provinciaux. Sur ces points, les écrivains latins sont formels : « *Ne quis in Italia novellaret, atque in provinciis vineta succiderentur relictæ, ubi plurimum, dimidia parte* » (Suétone, chapitre VII, *Biographie de Domitien*). Nous connaissons également la date exacte du décret par un texte d'Eusèbe,

Mais quelles furent les raisons qui poussèrent l'Empereur à prendre une décision aussi rigoureuse? Dans quelle mesure et pendant combien d'années cette interdiction fut-elle respectée? Voilà autant de questions qu'il convient d'élucider pour l'intelligence de la grande crise qui bouleversa le monde antique aux environs de 90 et des solutions que l'on essaya d'y apporter.

On trouve en apparence des contradictions entre les différents traités d'agriculture qui faisaient autorité à Rome sur le fait de savoir si la culture de la vigne était rémunératrice ou non.

Caton, dans son *Traité d'économie rurale*, paru en 154, écrit : « Si vous me demandez quel est le meilleur domaine, je vous répondrai : sur un domaine de 100

jugères (25 ha.) et bien situé, la vigne est la meilleure récolte si elle est productive; je place ensuite un potager arrosable; au troisième rang, une oseraie; au quatrième, l'olivier; au cinquième, une prairie; au sixième, les céréales; au septième, un taillis, puis un verger, et enfin un forêt de chênes. » (R. R. I.)

D'autre part, Varron ne partage pas cette opinion : « Tout le monde n'est pas de l'avis de Caton; il en est qui mettent de bonnes prairies en première ligne, et je suis de ce nombre. » (R. R. I, 7.)

Mais c'est Columelle surtout qui expose des idées diamétralement opposées à celles de Caton : « Maintenant, avant de dissertar sur la plantation des vignes, je crois qu'il ne sera pas hors de propos d'examiner et de nous assurer si la culture des vignes est dans le cas d'enrichir un chef de famille. En effet, cet examen doit servir de fondement à notre dissertation puisqu'il serait presque inutile de donner des préceptes sur la façon de planter les vignes tant qu'on ne serait point d'accord avec nous sur la question préalable s'il faut en avoir : d'autant que le doute sur cette question est si général, qu'il y a même plusieurs particuliers qui évitent et qui redoutent une terre disposée en vignobles, estimant qu'il faut plutôt désirer avoir en sa possession des prés, des pâturages et des bois taillis » (Columelle, *De Re Rustica* III, 3, 65 ap. J. C.)

Ces divergences s'expliquent assez facilement du fait que ces auteurs s'étagent sur deux siècles pendant lesquels la situation économique avait profondément changé.

Rome, maîtresse du monde, n'avait pas songé en sub-

juguant l'univers que les pays conquis pourraient, un jour prochain, mettre en péril l'agriculture italienne. Les fertiles terres de l'Égypte et de l'Afrique du Nord produisaient le blé en telle abondance et à si vil prix étant donné le bon marché de la main-d'œuvre, que lutter avec elles était devenu impossible. Elles fournissaient la clientèle intérieure de ces provinces, ainsi que les nations barbares, et avaient eu tôt fait de conquérir le marché de la métropole.

Les agriculteurs d'Italie, désespérés, se tournèrent alors du côté de la vigne; malheureusement, ils le firent en trop grand nombre et avec une frénésie telle que, là encore, ils ne trouvèrent que la ruine, car les quantités énormes de vin produit par les nouvelles plantations déterminèrent l'effondrement des prix. D'autre part, l'Italie et la Grèce n'étaient plus les seules puissances viticoles : il fallait désormais compter avec l'Asie, la Gaule, l'Espagne, sans oublier cette Afrique du Nord déjà concurrente imbattable dans la culture du blé.

Enfin, l'emploi des plants à gros rendements que beaucoup de viticulteurs avaient adoptés, la *spionia*, par exemple, était cause d'une diminution de la qualité des vins qui venait encore compliquer la crise en rebutant les consommateurs. Pline reconnaît que l'on visait davantage à la quantité qu'à la saveur *copiae potius quam bonitati* et déplore que le mérite du « Falerne » lui-même, si renommé autrefois, ait baissé

D'innombrables écrivains de la même époque signalent la mévente. Dès 77, Pline nous apprend que l'on jetait parfois les vins vieux invendus pour faire place aux nouveaux (Hist. nat., XVIII, 74, 9 et XVII, 35, 48). Au troi-

sième livre de ses Epigrammes parues en 88, Martial déclare préférable, à Ravenne, de posséder un puits qu'un vignoble, car l'eau s'y vendrait un meilleur prix (III, 56) et plus loin, dans des vers célèbres, reproche plaisamment au cabaretier Callidus de lui avoir livré du vin pur au lieu de vin mouillé :

Callidus imposuit nuper mihi copo Ravennae :

Cum peterem mixtum, vendidit ille merum (III.57.).

Il n'est pas jusqu'à l'Apocalypse de Saint Jean, M. Salomon Reinach l'a démontré, qui ne contienne des allusions évidentes à la surproduction (Apocalypse VI, I sq).

Aussi, lorsqu'intervient l'édit de Domitien, y voyons-nous surtout une mesure protectionniste favorisant les vignes d'Italie au détriment de celles des provinces, et tenons-nous pour fallacieuses les raisons alléguées par l'Empereur et rapportées par Suétone et Philostrate : qu'il fallait revenir à la culture du blé négligée au profit des vignobles (*ad summam quondam ubertatem vini, frumenti vera inopiam, existimans nimio vinearum studio negligi arva...* (Suétone) — ou que le vin rendait les cités turbulentes ! (Philostrate.)

Il semble qu'une tentative du même genre ait eu lieu plus de deux siècles auparavant, mais nous sommes mal renseignés faute de documents, la seule source que nous ayons étant un passage très bref de Cicéron dans le *De Republica* (III, 6, 9). Cicéron fait dire au second Africain cette phrase : « Nous, Romains, les plus justes des hommes, nous interdisons aux nations transalpines la culture de la vigne et de l'olivier, pour augmenter la valeur de nos olivettes et de nos vignobles, c'est un acte de prudence, non de justice, et vous voyez en quoi la

sagesse diffère de l'équité ». D'après Mommsen et Salomon Reinach, nous serions en présence d'une des conditions de paix imposées vers 153 av. J. C. aux Oxybes et aux Déciates, peuplades ligures à l'ouest du Var. Cette clause serait donc loin d'atteindre la portée universelle de la mesure draconienne de Domitien et ne présenterait d'intérêt qu'en tant que précédent de l'édit de 92.

Sur l'application de ce dernier, Philostrate nous apprend (*Vie d'Apollonius de Tyane, Vie des Sophistes*, 1, 2) que l'Asie, éplorée, dépêcha à Rome en 93 pour essayer de fléchir le souverain, un de ses meilleurs orateurs, Scopélianos de Clazomène, issu d'une famille illustre et qui professait, avec succès, à Smyrne, la rhétorique et la sophistique. Il plaida si bien la cause de son pays que l'Empereur, charmé, lui accorda le retrait de l'édit pour l'Asie, encouragea même, dans ces régions, les nouvelles plantations de vignes et le renvoya comblé de présents. Cela se déroule comme un conte de fées; pourtant, si l'on en croit Suétone, le talent de Scopélianos ne serait pas la seule cause de la conduite de Domitien, la peur pourrait également y entrer pour quelque chose, car un pamphlet, composé de deux vers grecs, circulait alors, dont voici la traduction :

*Quand on me couperait jusqu'à la racine, je produirais
[pourtant assez
Pour faire des libations sur le corps de César immolé.
(Suétone, Domit. XIV.)*

En ce qui concerne le reste de l'Empire, il y a tout lieu de croire que l'édit demeura en vigueur. La phrase de Suétone, *non exsequi rem perseravit* doit être interprétée

restrictivement (*exsequi* peut se traduire de plusieurs manières assez éloignées les unes des autres) et signifie simplement que Domitien n'exécuta pas sur toute la ligne les desseins qu'il avait conçus. Elle s'applique sans doute à l'exception prononcée en faveur des Asiates, à moins que des deux parties de l'édit, on ait renoncé à faire observer celle qui concernait l'arrachage et que l'écrivain latin n'y fasse allusion. S'il en était différemment, on ne comprendrait pas, en effet, l'utilité du décret de Probus, deux siècles plus tard, sauf en supposant que sous les Antonins, des mesures semblables à celle de l'an 92 aient été prises à nouveau. Peut-être, d'ailleurs, la prohibition n'était-elle pas absolue et pouvait-on obtenir l'autorisation de planter en s'adressant aux Gouverneurs des provinces.

En 280, Probus permit à tous de planter de la vigne dans la vallée du Danube et la partie occidentale de l'empire, ce qui implique nettement que cette culture n'était pas libre. La levée de l'interdit est mentionnée par Flavius Vopiscus, Eutrope et Aurelius Victor à peu près dans les mêmes termes :

« *Gallis omnibus et Hispaniis ac Britanniis hunc permisit ut vites haberent vinumque conficerent* » (Vopiscus, *Probus*, XVIII).

« *Vineas Gallos et Pannonios habere permisit* » (Eutrope, XVII.)

« *Hic Galliam Pannoniasque et Moesorum colles vine-tis replevit* » (Aurel., *Vict. de Caesar*, XXXVII, 2.)

Elle fut accueillie avec enthousiasme, et le nom de Probus devint pour les peuples synonyme de bienfaiteur.

Ainsi, ce drame de la vigne antique ne reçut un dénouement que 200 ans après l'ouverture des hostilités. Le réduire à la valeur d'une simple anecdote constituerait une erreur : l'édit de Domitien survint au milieu d'une terrible crise viticole (assez semblable à celle dont nous souffrons actuellement) et qui compte parmi les événements économiques marquants du monde romain. Les réactions suscitées par la décision impériale nous prouvent encore, au bout de vingt siècles, quel émoi elle avait causé. L'Empereur, on doit le reconnaître, avait d'abord essayé d'enrayer le mal par des achats massifs de vin, en vue des congiaires, cela sans succès. Dès lors, il se crut autorisé à prendre de grands moyens. Qu'il soit arrivé par sa défense à venir à bout du fléau et à permettre en quelque sorte à Probus de pouvoir se montrer, plus tard, clément sans imprudence, c'est à la fois possible et probable, mais au prix d'une injustice flagrante, en créant un privilège abusif au profit de l'Italie, tandis que les autres peuples subissaient le plus dur traitement. Ce n'est pas tant le principe d'une intervention de l'Etat que l'on doive ici condamner, bien qu'on puisse la qualifier d'outrancière, et par là blâmable, mais l'inégalité dans le sacrifice.

Si l'on fait abstraction de cette exception monstrueuse, l'édit de 92 trouve, à l'heure actuelle, des défenseurs, car la crise de mévente qui affligea la Rome du 1^{er} siècle, et celle qui sévit de nos jours, présentent de multiples traits communs qui n'échappent pas à l'observateur, et lorsqu'on en vient aux solutions, celles qui ont été appliquées dans des cas semblables, viennent assez naturellement à l'esprit.

Libéralisme intégral, interventionnisme résolu? Tels sont les deux pôles entre lesquels oscille la pensée économique contemporaine. Après s'être pendant longtemps ralliée à la première opinion, il semble qu'actuellement elle incline davantage du côté des solutions autoritaires.

On reprend à 2.000 ans de distance l'idée d'un César romain...

LES MESURES LIMITATIVES DANS L'ANCIENNE FRANCE

La tradition attribue au chef gaulois Brennus, auteur du sac de Rome, l'honneur d'avoir initié son pays à la culture de la vigne, et le poète a pu chanter :

*Brennus disait aux bons Gaulois :
Célébrez un triomphe insigne,
Les champs de Rome ont payé mes exploits,
Et j'en rapporte un cep de vigne !*

BÉRANGER.

Quoi qu'il en soit, il faut arriver au ⁱⁱe siècle, sinon au ⁱⁱⁱe, pour trouver des témoignages certains sur la prospérité de la viticulture et voir la Gaule qui y était prédestinée par son sol et son climat, se couvrir d'une riche parure de pampres.

C'est alors que commence la merveilleuse carrière du vin de France, dont la renommée ne fera que grandir au cours du moyen âge. Mais l'histoire la plus prestigieuse comporte des jours difficiles; celle de la vigne française n'échappe pas à la règle, elle a connu des heures pénibles, prélude des moments douloureux que nous traversons actuellement.

Au nombre des faits les plus curieux de cette histoire de la vigne, de ceux qui ont soulevé le plus de discussions passionnées, causé parfois des échauffourées, des révoltes locales, on doit placer au premier rang tout ce qui a trait aux mesures réglementant les plantations.

L'histoire de la Bourgogne est instructive à cet égard — d'abord à cause de la place éminente que cette province a su conserver à travers les âges parmi nos régions viticoles — ensuite parce que les documents abondent au sujet des décisions prises pour la défense du vin.

LA POLITIQUE VITICOLE DES DUCS DE BOURGOGNE.

Au cours du XIII^e et du XIV^e siècle, la culture de la vigne s'était propagée dans le Duché avec une rapidité telle qu'elle envahissait les terres de la plaine, consacrées jusque là aux seules céréales, et que l'on put craindre de manquer de blé. Ici, ouvrons une parenthèse : cette raison fut souvent mise en avant à tort et à travers sous l'ancien régime pour en masquer d'autres moins légitimes, mais dans le cas qui nous occupe, rien ne porte à croire que l'on ait voulu déguiser la vérité. De plus, l'apparition du « gamay », son emprise progressive, poussèrent les vieilles communes viticoles demeurées fidèles au noble plant de « pinot » à se plaindre de la concurrence déloyale que leur faisaient les plaines et de ce que le mauvais renom des vins que l'on y obtenait rejaillissait sur les leurs.

ORDONNANCE DE PHILIPPE LE HARDI, 1395.

Les ducs de Bourgogne, « Seigneurs des meilleurs vins de la chrétienté », et justement fiers de ce titre, jugèrent qu'il fallait réagir. C'est en 1395 que parut la célèbre Ordonnance de Philippe le Hardi ordonnant à tous d'arracher les plants de « gamay », dans le plus bref délai, et sous peine d'amendes considérables.

Rédigée en termes savoureux, elle célèbre d'abord les mérites des vignobles de Beaune, de Dijon et de Châlon, où avaient « accoustumés croistre et venir les meilleurs et plux précieux et convenables vins du Royaulme de France pour le norrissement et sustentacion de créature humaine » et se loue que « pour la bonté diceulx nostre Saint Père le Pape, mons. le Roy, et plusieurs autres seigneurs, tant gens d'église, comme nobles et autres, aient en accoustume par excellance de faire faire leurs provisions des vins creuz aux diz lieux et vignobles... »

Aussi, les envoyés desdits seigneurs ainsi que des marchands venus de tous pays fréquentaient-ils assidûment la province qui en tirait gloire et profit.

Hélas ! la situation a changé, en voici les raisons exposées tout au long et très explicitement : « Plusieurs de nos subjez des diz lieux et pays et autres, convoiteux d'avoir grant quantité de vins, cautilieusement entre les bonnes vignes des ditz lieux ou souloît croistre le dit bon vin, et entre lieux d'environ, comme en curtilz, prés et terres arables, ont planté vignes d'un très-mauvais et très-desloyaul plant, nommez Gaamez, du quel mauvais plant vient très grant habondance de vins; et pour la plus grant quantité des diz mauvaiz vins ont laissé pour

ce en ruine et désert les bonnes places ou souloit venir et croistre le dit bon vin. »

Afin qu'aucun doute ne subsiste sur les méfaits du gamay, l'ordonnance reprend : « Et le quel vin de gaamez est de telle nature qu'il est moult nuysible a créature humaine, mesmement que plusieurs qui, au temps passé, en ont usé, en ont esté infestés de griez maladies, si comme entendu avons ; car le dit vin qui est yssuz et faiz du dit plant, de sa dite nature est plain de très grant et horrible amertume. Mais quant il est cuilliz et amassez de nouveaul, il tient une manière de douceur... »

C'est par cette douceur qu'ont été trompés de nombreux marchands étrangers venus procéder à des achats et qui ont trouvé dans les celliers bourguignons de ces mauvais vins « entremeslez avec les autres bons vins du bon plant », et cela d'autant plus facilement que les vendeurs malhonnêtes, pour la prolonger et retarder aussi longtemps que possible l'amertume inévitable, ont coutume de mettre « dedans les vaisseaulx de l'eau chaude en grant habondance ». N'importe, il arrive un moment où le mauvais vin revient à sa première nature « et encore pires, car il devient tout puans. »

L'ordonnance attribue aussi le goût détestable de certains vins à l'emploi d'engrais dont elle donne la liste détaillée et peu appétissante, « cornes de bestes », « gennes de raisins pourries », etc., etc. et affirme que « pour laquelle cause les vins procreez et provenuz es dittes vignes, dedens pou de temps après ont esté et sont devenuz jaunez, gras, et en tel estat que aucune créature humaine n'en a peu ne encore pourroit convenablement user sans péril de sa personne. »

Suite normale de tous ces procédés, les envoyés des princes étrangers, marchands, ou simples particuliers qui, de retour dans leurs pays se sont trouvés maintes fois en présence de produits gâtés dont il n'y avait rien à faire, ont cessé de venir en Bourgogne. De telles expériences rebutent, et l'on comprend cette décision, mais comment ne pas s'empêcher de déplorer le discrédit jeté sur tant de bons vins, par la faute des vigneron sans conscience.

Aussi, le duc Philippe le Hardi, conscient du mal présent et de celui, plus grand encore qui pourrait résulter de la généralisation de ces habitudes, « se pourveu n'y est par nous de remeide », ordonne-t-il, de façon formelle, à tous ceux à qui appartiennent les plants de gamay, de les couper ou faire couper dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende de soixante sous tournois pour chaque ouvrée de vignes. Ce mois passé, et au cas où il se trouverait des contrevenants, le mauvais plant sera coupé « aux frais, mission et despens des diz désobéissans, tellement que du tout le dit mauvaiz plant soit adnullez », ceci sans préjudice naturellement des amendes encourues. Quant à ceux qui emploieraient dans l'avenir les engrais énumérés plus haut, des peines pécuniaires sont prévues à leur intention, ainsi que la confiscation des « bestes et charroy » qui auront servi au transport.

Toute ceci afin que « le dit bon plant des dittes vignes demore d'ores en avant en bon estat et que nostre dit pays recouvre sa bonne renommée des diz bons vins .»

ORDONNANCE DE PHILIPPE LE BON, 1441.

L'ordonnance de 1395, appliquée avec la vigueur que recommandait son texte, consacra pour quelques années la victoire du pinot sur le gamay. Mais elle se bornait à lutter contre les cépages inférieurs et les mauvais engrais. Celle du duc Philippe le Bon, à la date du 12 mai 1441, interdit de planter de la vigne dans certains territoires de la ville de Dijon qui, par la nature de leur sol, ou leur exposition, ne conviennent pas à cette culture.

Elle commence par signaler le fait que le maire, les échevins, les bourgeois et habitants de cette ville « principalement fondée sur héritage de vignes », ont humblement exposé à leur seigneur la triste situation qui résulte de l'abandon continu des anciennes vignes qui étaient au temps passé « d'assés convenable prouffit »... « par especial celles qui sont scituées ez bonnes costes et finages a l'entour de la ditte ville, qui rapportent vin de bonne et grande excellence » pour d'autres « en très grande quantité qui sont scituées en très chetifs lieux et qui rapportent de très petits vins et chetifs... » Suit une énumération desdits lieux. Or, il y a dans la campagne dijonnaise un si grand nombre de vignobles de toutes sortes, sans compter ceux « que les vigneronns plantent et edifient ezdits petits et chetifs lieux de nouvel chacun jour, que s'il y avoit audit Dijon six fois de peuple qu'il n'y a, il ne souffiroit point pour les cultiver ». Ce sont naturellement les mauvais terroirs que l'on cultive de préférence parce qu'ils demandent moins d'efforts et permettent d'obtenir d'énormes récoltes. Quand on ne donne aux vigneronns « journées à leur plaisir », ils y vont employer

leur temps « et en demeurent les autres bonnes vignes a faire, et si elles se font, s'est a plus grant chierté trois qu'elles ne devroient estre au très grant dommaige des ditz chans et de la chose publique de notre ditte ville. »

Comme, cinquante ans plus tôt, les vins de gamay, ceux que l'on obtient dans ces « basses et meschans vignes » ont trompé les marchands étrangers qui avaient enfin repris le chemin de Bourgogne. Ils n'ont pas été longs à s'apercevoir de la médiocrité et du défaut de conservation de vins qu'on leur avait vendus « pour bons et tels qu'ils devroient estre », car, arrivés à destination, ils les trouvèrent « tous deffetz en couleur, en bonté et en saveur et tellement qu'ils en perdaient le leur ». Depuis ces mésaventures, leur méfiance s'est portée indistinctement sur tous les vins dijonnais, si bien que même « les vins du creû de ladite ville se boivent en icelle a trez vil prix. »

En conséquence, le duc de Bourgogne ordonne au maire, échevins et notables, ainsi qu'aux « gens de notre conseil et de nos comptes a Dijon », de se rassembler et de délibérer, et s'il leur apparaît que ce soit le bien, utilité et profit de la chose publique, « de faire commandement et deffences de par nous que dores en avant aucunes vignes ne soient plantées ou adiffiées en aucun des bas finaiges, territoires et limites dessus déclarés ». On voit quelle notable différence d'inspiration existe entre l'édit de Domitien au 1^{er} siècle, mesure uniquement protectionniste (du reste remarquable parce qu'en contradiction avec les idées des peuples anciens, à qui la notion des droits protecteurs semble être demeurée étrangère) et cet ordre dicté par le seul intérêt du bon vin.

Cependant, si nettes et impératives que paraissent les deux ordonnances de 1395 et de 1441, il ne faudrait pas en déduire qu'elles purent atteindre tous les résultats espérés. Certes, on les appliqua avec sévérité, on extirpa de force les cepS que les propriétaires ne voulaient pas enlever de leur plein gré et maintes échauffourées, maints emprisonnements en résultèrent. Le gamay fut vaincu, non anéanti, et malgré des enquêtes annuelles, de nouvelles plantations en terrains défectueux surgissaient comme d'elles-mêmes ! Les difficultés naissaient de chaque cas particulier, cependant que des résistances de toute nature rendaient difficile l'exécution des ordres ducaux.

RENOUVELLEMENT DES MESURES RESTRICTIVES.

Aussi, la liste des mesures restrictives ou prohibitives s'allonge-t-elle au cours des siècles, jusqu'au XVIII^e, époque à laquelle nous verrons se dessiner un mouvement en faveur de la liberté, sous l'influence des physiocrates.

En 1485, les vignes ayant continué à se multiplier dans les terres à froment, les habitants de Dijon s'adressèrent au roi Charles VIII, et en obtinrent des lettres patentes qui ordonnaient une enquête à ce sujet et qu'un rapport détaillé fut ensuite envoyé à son Grand Conseil. Les requérants avaient exposé que le blé leur était plus nécessaire que le vin dont la ville se trouvait d'ailleurs suffisamment pourvue, et que les plantations de vignes se poursuivant chaque année dans les terres arables, Dijon se trouvait « desgarnye et desfournye de bled et de fouraige, et les convient aller quérir loings aux grant

cots et depens des habitans... » Le rapport des jurés-vignerons confirma ces plaintes; il contenait une liste des vignobles à supprimer. En 1486, la ville obtint enfin l'ordre d'arrachement sollicité; de grandes perches furent fichées au milieu des vignes condamnées à l'extirpation, dont les propriétaires furent sommés de s'exécuter sans délai.

Sans doute la rigueur des premiers mois se relâchait-elle petit à petit dans les années qui suivaient la parution des ordonnances. Cela, en plus des résistances rencontrées, expliquerait le besoin de les renouveler si souvent, puisque nous trouvons des défenses similaires en 1567, 1594, 1627, 1672...

MESURES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE LA FRANCE.

L'arrêt du 5 juin 1731.

La Bourgogne ne constitue pas, du reste, un cas isolé. La défense de ses vins la préoccupe certes au premier chef, car il s'agit pour elle d'une question vitale, mais nous rencontrons dans bien d'autres provinces, à des degrés divers, et les mêmes soucis et les mêmes interdictions de planter, accompagnées parfois de sentences d'arrachement.

Où qu'elles soient édictées, elles présentent toutes un trait commun : elles sont fragmentaires, provinciales, ne s'appliquent que dans une généralité — à Tours ou à Bordeaux, en Auvergne ou en Alsace. Au delà, elles demeurent sans effet, et cette territorialité à pour inconvénient de pousser les provinces limitrophes à dévelop-

per leurs vignobles pour en écouler les excédents de récoltes chez leurs voisins réglementées.

C'est pourquoi l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi, à la date du 5 juin 1731, s'avère comme infiniment intéressant à étudier dans ses termes et dans ses effets, puisqu'il concerne cette fois l'ensemble de la France. Il spécifie que :

« A commencer du jour de la publication, il ne sera fait aucune nouvelle plantation de vignes dans les provinces et généralités du Royaume et celles qui auront été deux ans sans être cultivées ne pourront être rétablies sans une permission expresse de Sa Majesté à peine de 3 mille livres d'amendes ». Encore ne parviendra-t-on à obtenir cette permission que si le terrain à replanter est reconnu impropre à toute autre culture.

Les considérants de l'arrêt invoquent la surproduction et la mévente du vin, ainsi que l'envahissement des terres à blé. Cette dernière raison joua un grand rôle sous l'ancien régime qui redouta toujours la disette (souvenons-nous que les transports lents et coûteux rendaient l'approvisionnement difficile d'un endroit à un autre, et qu'il fallait se contenter souvent des ressources locales) ; en ce sens, les réglementations viticoles faisaient partie de la police des grains.

Pourtant, ce n'était pas là l'unique souci de la Monarchie : dans l'ancienne France, on se préoccupait de la qualité des produits, plus encore qu'à présent, et les règlements corporatifs comportaient une série de dispositions destinées à protéger le client contre la tromperie possible. Ce motif a certainement influencé la décision royale, d'autant plus que les intéressés eux-mêmes, se

rendant compte du danger que les plantations mal faites faisaient courir à la réputation des bons vins, étaient les premiers à demander des mesures rigoureuses et leur exécution intégrale.

En Bourgogne où l'on tardait à appliquer l'arrêt de 1731, les habitants de Beaune s'adressèrent au roi et aux élus pour obtenir l'arrachement de tous les vignobles situés au sommet des montagnes et dans les plaines.

En Guyenne, on suppliait le marquis de Tourny, nommé intendant général en 1743, d'y tenir la main, et de très puissants personnages du clergé, de la noblesse, ou du tiers, qui avaient contrevenu d'une façon flagrante aux ordres précités, furent condamnés : Les Pères Jacobins, d'Aulède de Pardaillan, Bacon, ancien directeur des poudres de Bordeaux, etc., etc.

Dans cette région, l'arrêt avait été précédé par une ordonnance royale un peu antérieure, rendue sur les instances des Bordelais, et qui condamnait même à l'arrachage certains mauvais vignobles.

Tourny, prié de se montrer inflexible, et qui connaît parfaitement la question, nous apprend qu'« il y a deux cents ans qu'un pareil arrachement eut lieu dans cette province et quelques voisines ». « Je ne sçai pas, ajouta-t-il, s'il fut général, je sçai seulement qu'il ne nous reste pas de mémoire qu'on s'en repentit ». A son avis, le remède vient trop tard, on aurait dû réprimer l'abus des plantations bien avant 1725 et 1731, pourtant il demeure persuadé de la nécessité des prescriptions légales et de la possibilité d'améliorer la situation dans une certaine mesure. « Il n'est presque personne dans mon département qui, sur la proposition : faut-il continuer les défen-

ses ou les lever, ne s'écrie affirmativement : les faire exécuter, sans quoi tout est perdu. »

Les événements lui donnèrent raison ; il y eut, à partir de 1731, une période d'une trentaine d'année pendant laquelle on remplaça les mauvaises vignes par des plantations mieux faites, dans des terroirs appropriés à la viticulture. C'était déjà un résultat appréciable.

Dans le Languedoc, l'arrêt de 1731 aurait contribué à faire remonter le prix de la charge de vin, tombée à vil prix.

AVÈNEMENT DU LIBÉRALISME.

Mais nous arrivons à la partie du XVIII^e siècle qui va consacrer le succès de l'économie libérale. Le 17 juillet 1759, l'arrêt de 1731 fut rapporté. Faut-il condamner les idées des physiocrates parce qu'elles laissaient la bride sur le cou à toutes les initiatives des paysans, prenant ainsi le contre-pied de mesures qui s'avérèrent utiles en maintes circonstances ? Non, sans doute.

La doctrine du « Laisser faire, laisser passer » est venue à une heure où la réglementation exagérée risquait de nuire à toutes les branches de l'agriculture, où celle-ci était l'éternelle sacrifiée de l'industrie et du commerce.

Aux physiocrates revient le mérite d'avoir amené une salubre détente, en même temps que dénoncé certains abus. Car, si dans la généralité de Bordeaux, et en Bourgogne, on s'inspira presque toujours des seuls intérêts du vin, en d'autres coins de France, ces derniers servaient de prétexte à des faits scandaleux et sous couleur

de bien public, de nombreux propriétaires de vignes faisaient agir sur le Gouvernement, dans leur intérêt propre, pour qu'il interdise l'extension viticole — cela en des contrées où le blé et la vigne pouvaient pousser de pair sans inconvénient.

Les physiocrates ont insisté sur le mal que pouvaient causer dans l'économie d'un pays les interventions maldroites du législateur et conseillé, dans tous les cas, de laisser agir la nature, ou pour employer leur expression : « les lois naturelles ». Il est certainement préférable qu'un malade ne soit pas soigné que mal soigné, avec des médicaments contre-indiqués. Mais doit-on en déduire la condamnation de tous les médecins, de tous les remèdes ?

DANGER DES MÉTHODES LIBÉRALES.

Le dernier mot n'était pas dit. On le vit bien à l'expérience, lorsque le système libéral dont on attendait monts et merveilles révéla certaines lacunes. Contrairement à celui qui l'avait précédé, il péchait par excès de tolérance, spécialement en matière viticole : les plantations exagérées reprirent. Dans le Languedoc, elles envahirent les meilleures terres à blé et de bons esprits commencèrent à regretter les rigueurs d'antan.

Ce retour vers le passé, avec l'espoir de le voir revivre dans ce qu'il avait d'heureux, fit l'objet à la fin du XVIII^e siècle d'un curieux mémoire publié par le docteur Lavalley. L'auteur anonyme déplore l'indifférence gouvernementale et allègue pour revenir à des mesures semblables à celles des ducs de Bourgogne toutes

sortes de raison, de valeur inégale, et dont certaines ne manquent pas d'originalité :

« ... Cette abondance de vin attire un nombre prodigieux de gueux et de vagabonds, qui, enhardis par le vin dont ils se remplissent, se rassemblent dans les bois et ailleurs, où ils volent et tüent pour fournir à leurs débauches, malgré la punition que la justice fait exercer tous les jours sur leurs semblables. »

Bien que nous n'accordions pas grand crédit à cette dernière raison, il est intéressant de noter ce nouveau revirement de l'opinion. Malgré la faveur dont jouira le libéralisme pendant deux siècles, ses faiblesses seront dès lors incessamment signalées et l'on pourra prévoir un retour lent, mais sûr, à plusieurs des anciennes pratiques qu'il avait si vivement combattues.

AUJOURDH'UI

PREMIÈRE PARTIE

LE SYSTÈME FRANCE-ALGÉRIE

La France occupe une place de premier plan dans l'univers viticole.

Par la qualité inégalable de ses vins de cru.

Par l'étendue de son vignoble également qui entre pour 40 % dans le total de la production mondiale annuelle (environ 150 millions d'hectolitres).

Et si l'on ajoute à la récolte métropolitaine celle des trois départements français d'Algérie, on atteint des chiffres impressionnants.

La France réunit ces deux caractéristiques d'être le pays qui produit le plus de vin du monde et celui qui en importe le plus. Toutefois le développement continu des plantations, spécialement dans la région méridionale et en Algérie, a porté la production à un tel excès que le malaise actuel risque de se transformer demain en catastrophe.

Même en faisant abstraction des importations étran-

gères et en ne considérant plus que le seul système France-Algérie, il est impossible que notre pays puisse arriver à absorber des quantités sans cesse croissantes.

La solution de ce problème demeure la clé de l'assainissement du marché mondial et domine aujourd'hui la politique du vin en Europe.

LES PLANTATIONS DE VIGNE EN FRANCE.

§ I. IMPORTANCE DE LA VITICULTURE EN FRANCE : PRODUCTION. CONSOMMATION. EXPORTATION.

Quelques chiffres suffiront à démontrer l'importance de la viticulture dans notre économie nationale.

Tout d'abord, il n'est pas indifférent de constater que sept seulement des 90 départements français, ne possèdent pas de vignes (Côtes-du-Nord, Nord, Pas-de-Calais, Manche, Orne, Finistère, Seine-Inférieure).

Que la France produit 40 % de la récolte mondiale.

Et que sur quelque 40.000.000 d'habitants, elle compte 1.560.000 viticulteurs. D'ailleurs si l'on y ajoute leurs familles ainsi que les ouvriers agricoles à leur service, on arrive aisément à totaliser 5 à 6.000.000 d'habitants.

Ces viticulteurs possèdent ensemble environ 1.400.000 hectares de vigne, mais la France demeurant un pays de petite propriété, les grandes exploitations sont rares et les propriétaires de 5 hectares constituent une minorité comme il ressort du tableau suivant :

Sur 1.560.000 viticulteurs français :

1.171.000, soit 75 % du total.....	(ont moins de 1 hect. ;	96,5 %
338.000, soit 21,5 % du total	Ont moins de 5 hect.	
45.000, soit 2,9 % du total	ont de 5 à 20 hect.	
6.000, soit 0,4 % du total	ont plus de 20 hect.	

Ainsi 98 % des viticulteurs de France sont de petits vignerons et l'on a pu employer, en parlant d'eux, le terme heureusement choisi « d'artisanat viticole ».

Cette population travailleuse, héréditairement attachée à l'arbuste qu'elle soigne, n'est pas seulement infiniment intéressante par elle-même. La culture à laquelle elle se consacre demeure une des plus grandes richesses de notre pays. On récolte en France pour plus de 8 milliards de francs de vin, chiffre qui n'est dépassé que par le blé et l'industrie sidérurgique. D'où une source de revenus immenses pour les finances nationales.

Malheureusement depuis quelques années nos exportations accusent une régression fâcheuse, ceci au moment où notre production se développe, et pour compliquer les choses la consommation nationale diminue notablement.

Celle-ci, après la guerre, s'était accrue jusqu'au milieu de 1926. Depuis lors, la consommation taxée reste inférieure à 50 millions d'hectolitres (49 millions d'hectolitres en moyenne pendant les dix dernières années).

Même en tenant compte de la consommation des récoltants évaluée à 19 millions d'hectolitres, nous ne dépassons pas pendant la dernière décade un total annuel de 68 millions d'hectolitres environ.

De toute façon, nous ne pouvons guère espérer la développer au delà de 75 millions d'hectolitres, avec une population de 40 millions d'habitants.

Et c'est là le point névralgique des difficultés présentes.

Cette consommation, jugée par beaucoup insuffisante, reste cependant très supérieure à celle de n'importe

quelle nation européenne, et, si forte que soit la production métropolitaine, elle pourrait l'absorber ; mais il ne faut pas perdre de vue les quantités énormes de vin envoyées par nos trois départements d'Algérie. Et c'est le total des deux récoltes qui dépasse les possibilités d'absorption du marché.

Par ailleurs, nous ne pouvons attendre pour l'instant un bien grand soulagement de l'exportation qui ne porte en général que sur nos vins de cru et dont le quantum a baissé de moitié depuis 60 ans.

Exportation métropolitaine
(En milliers d'hectolitres)

1871	3.322,2	1920.....	1.870
1873	3.981,4	1925.....	1.562
1885	2.601	1926.....	1.835
1890	2.162	1927.....	1.279
1900	1.904	1928.....	1.374
1910	2.291,7	1929.....	1.376
1914	1.155	1930.....	1.094
1916	688,5	1931.....	818
1917	483,3	1932.....	700
1918	434,2	1933.....	723
1919	179,7		

A son apogée en 1873, avec 3.981.400 hectolitres de vin, elle est tombée à 723.000 hectolitres en 1933 ! La levée de la prohibition aux Etats-Unis ouvre désormais des perspectives nouvelles aux vins de cru de Champagne, de Bourgogne, du Bordelais... Mais les autres ne doivent pas se leurrer d'espoir, car leur prix de revient relativement élevé leur feront préférer les vins courants d'Espagne, de Grèce ou d'Italie. Par ailleurs, ils doivent s'attendre à trouver de l'autre côté de l'Atlantique, la concurrence des vignes californiennes.

Quant aux exportations algériennes sur l'étranger, bien qu'ayant décuplé depuis 1885 (11.000 hectolitres),

elles ne dépassent pas actuellement 112.000 hectolitres, donc une fraction infime de la production.

§ II. LE PHYLLOXÉRA A L'ORIGINE DES MAUX ACTUELS.

Beaucoup des maux dont souffre aujourd'hui la France viticole trouvent leur explication et leur cause première dans l'invasion du phylloxéra qui ravagea le vignoble national entre 1875 et 1885 et dont les conséquences, si terribles qu'elles parurent à ce moment, ne pouvaient encore être envisagées dans toute leur ampleur.

a) Diminution des encépagements.

La surface plantée en vigne atteignait avant l'apparition du fléau environ 2.300.000 hectares, produisant en moyenne 50.000.000 d'hectolitres, soit 21 hectolitres à l'hectare. Elle n'est à présent que de 1.400.000 hectares. On voit l'importance des ravages causés. Et la comparaison de ces deux chiffres constitue le meilleur argument de ceux qui veulent nier à tout prix la surproduction présente : « Comment serait-ce possible ? » disent-ils, « le vignoble français a diminué de moitié, il reste donc une vaste marge à remplir ».

On verra, en s'occupant du rendement, que cet argument tombe à faux, puisqu'une plus petite surface de vigne est désormais capable de fournir les mêmes quantités que l'immense vignoble de jadis. Mais, reportons-nous à l'époque du phylloxéra.

b) Importation des vins étrangers.

La consommation française était avant le fléau presque uniquement satisfaite par la production métropolitaine, l'apport algérien étant alors très faible. Et les importations de vins étrangers comprenaient surtout des vins de crus réputés.

Or, dans les années qui suivirent la destruction de nos vieux plants français, il fallut répondre malgré tout aux besoins d'une population dont le vin constitue la boisson habituelle. On s'adressa au dehors. Aussi, ce moment marque le début d'une importation massive de vins courants, espagnols, italiens ou grecs, car n'entraient guère jusque-là que les seuls grands crus : Porto ou Madère, Xérès, Tokay, Lacryma Christi, Samos, Manzanilla, etc.

c) Essor des plantations algériennes.

Pour pallier à la déficience du vignoble métropolitain, on encouragea les plantations en Algérie. Cette question sera reprise en détail dans le chapitre consacré au développement de la viticulture algérienne.

d) Course à la quantité.

C'est l'époque également de forts encépagements dans les plaines, à cause de la facilité avec laquelle la vigne y pousse. Malheureusement, les hauts prix, conséquence de la rareté du vin, incitèrent les vignerons à augmenter leurs récoltes dans toute la mesure du possible. Ce fut désastreux.

Ce n'est un mystère pour personne que la vigne produit davantage dans les terres d'alluvions des plaines, par ailleurs plus faciles à cultiver, que sur les côteaux ; mais la qualité ainsi que la teneur en alcool en souffrent. Ce qu'on gagne d'un côté, on le perd ainsi de l'autre et le consommateur, lui, perd à coup sûr.

Le phylloxéra ayant détruit les anciens plants français, on dut recourir à une technique nouvelle : le greffage sur plant américain. Plus tard, on en viendra même à l'hybridation. Et ces procédés firent perdre aux vins beaucoup de leur finesse d'antan. Mais la demande était si grande en face d'une production brusquement insuffisante que les plus mauvais vins étaient sûrs de trouver preneurs.

Aussi leurs producteurs adoptèrent-ils par pur désir de lucre, des plants à gros rendement et par là médiocres puisque la finesse ne se concilie pas avec la trop grande quantité, et plantèrent-ils avec acharnement dans les terrains de plaine. Ces deux pratiques, ce changement dans les mœurs viticoles amenèrent automatiquement un accroissement continu du rendement ainsi que la confection d'une sorte de vin standard, horrible cuisine industrielle, mixture impersonnelle à la place d'une boisson qui portait en elle l'air, le soleil et le goût du terroir.

Sans doute, trouve-t-on bien avant cette époque, des exemples parfois nombreux de pratiques similaires ; mais non pas sur une semblable échelle. Et les chiffres le prouvent, puisque la moyenne du rendement à l'hectare passe du simple au double.

e) Régression du goût des consommateurs.

Autre conséquence et non la moindre, bien que moins apparente, on gâta le goût des consommateurs. Ce fut peut-être un bienfait pour les marchands de vin, mais pour le reste du pays, on doit le déplorer. Les consommateurs se sont habitués à des boissons grossières, dont leurs ancêtres n'auraient pas voulu, les vrais amateurs sont devenus moins nombreux. En grande partie l'éducation du public reste à faire... ou à refaire.

§ III. APRÈS LE PHYLLOXÉRA.

Dans les années qui suivirent les dévastations dues au terrible insecte, les vignerons se mirent courageusement à l'ouvrage et entreprirent sans tarder la reconstitution de leurs vignobles. Celle-ci était en bonne voie, lorsque éclata la guerre de 1914-1918, nouvel obstacle, nouveau phénomène destructeur, qui non seulement privait la vigne d'une partie des soins auxquels elle est accoutumée, et par là compromettait son existence, mais anéantissait aussi, en Champagne par exemple, des vignobles reconstitués au prix de combien d'efforts !

En additionnant les catastrophes qui ont accablé les viticulteurs depuis le milieu du siècle dernier, on demeure confondu ! Oïdium, mildiou, phylloxéra, cochyliis, pyrale, endémis, les difficultés de la reconstitution avec des plants américains, la guerre, la crise actuelle, et tout ceci sans compter les calamités atmosphériques qui surviennent trop souvent !

Mais la guerre devait entraîner d'autres conséquences

fâcheuses. Pour faire face aux besoins de la population civile et des soldats, on commande à l'étranger ; et c'est un afflux de vins espagnols et grecs, une continuelle augmentation des plantations en Algérie.

Vient enfin l'armistice en 1918. Les cultivateurs retournent chez eux, et dans les pays envahis, s'emploient à reconstituer une fois de plus le vignoble dévasté. Le vin est cher en raison de la demande importante, car après quatre années de lutte, de deuil, d'attention concentrée sur les plus abominables perspectives, on veut vivre, jouir enfin un peu de l'existence dont on connaît tout le prix, parce qu'on a pensé la perdre. Les besoins ont doublé, décuplé... On dépense largement, d'abord parce qu'il y a des emplois pour tous, et bien rémunérés car on manque d'hommes, et puis aussi parce que quatre années de tourmente ont profondément modifié la mentalité populaire : foin de l'économie, après nous le déluge !

Il faut donc regarder les années qui ont suivi la guerre, et où commerce et industrie florissaient, comme une ère de prospérité en partie artificielle et qui tôt ou tard, assez vite en tout cas, devait prendre fin.

Dans le monde viticole, elle se traduisit par une augmentation très nette de la consommation de *tous* les vins, et particulièrement des vins de luxe. Les hauts prix déterminèrent ce résultat habituel : un accroissement de l'offre, c'est-à-dire de nouvelles plantations en France et en Algérie, et un nouvel appel aux plants gros producteurs.

Une fois ce moment de folie passé, une fois les consommateurs revenus à un mode de vie plus raisonnable,

et même pour beaucoup très rétréci, la production, loin de diminuer, menacera d'accuser de nouveaux excédents, puisque les jeunes plantations mettent quatre ans environ pour produire et qu'il en avait été fait de nouvelles chaque année.

§ IV. ETUDE DU ROLE JOUÉ PAR LES DIFFÉRENTES PROVINCES FRANÇAISES DANS LA SURPRODUCTION ACTUELLE.

Bien que l'Algérie soit considérée comme un prolongement du territoire de la France, une véritable province française d'outre-mer, les questions qu'elle soulève sont trop importantes et trop compliquées pour ne pas être traitées séparément, dans un chapitre spécial.

Nous n'envisagerons donc ici que le territoire de la métropole.

On ne peut nier que depuis dix ans le vignoble français ait légèrement augmenté. Il passe de 1.396.000 hectares en 1922 à 1.413.000 en 1932. Mais nous notons entre temps :

1.419.000	hectares.....	en 1923
1.458.000	—	— 1924
1.443.000	—	— 1925
1.352.000	—	— 1926
1.373.000	—	— 1927
1.395.000	—	— 1928
1.440.000	—	— 1929
1.402.000	—	— 1930
1.440.000	—	— 1931

(Statist. des Contr. indir.)

Ce n'est donc pas un accroissement constant, sans retour en arrière, comme celui de l'Algérie, car nous remarquons de brusques fléchissements venant en inter-

rompre le cours, une série alternée de reculs et de progrès. D'ailleurs pour un pays qui a possédé 2.500.000 hectares de vignes, qui a été ravagé par l'oïdium et le phylloxéra avant de l'être par la plus terrible guerre que le monde ait connue, une faible augmentation de 17.000 hectares en 10 ans ne compte pas.

Aussi, pourrait-on croire en s'en tenant là, que notre vignoble national est demeuré à peu près stable en ces dernières années et ce serait une grave erreur.

Bien qu'il soit toujours téméraire de généraliser, on peut sans crainte d'erreur distinguer plusieurs tendances qui ont déjà modifié la physionomie du vignoble français et sont susceptibles d'y apporter encore de grands changements. On note :

1° Une diminution très notable de la surface plantée en vignes dans les régions à appellation d'origine, régression due aux difficultés de la culture dans les véritables terres à vigne (coteaux et collines), à l'obligation de planter en cépages de valeur, moins productifs au point de vue de la quantité, et par suite aux prix de revient élevés.

2° Une diminution importante dans les régions qui se rapprochent de la limite septentrionale de l'aire de la vigne.

3° Des plantations massives dans les plaines et terres d'alluvions (du Midi principalement), assez fortes pour compenser les régressions précitées. Ceci au grand dommage de la qualité.

4° Au point de vue des cépages, une désaffection presque générale, sauf dans les régions à appellation d'origine où certaines espèces sont obligatoires, des anciens

plants fins, au profit des gros producteurs, et fréquemment des hybrides.

Pour compléter ce croquis rapide des penchants néfastes, signalons encore l'habitude qui gagne même les lieux d'élection du bon vin, de laisser trop de brins aux vignes et les ceps monter trop haut, toujours dans le but d'augmenter la récolte. Pour la même raison, l'usage du fil de fer, fréquent dans le Midi, commence à risquer une apparition dans la consciencieuse Bourgogne. Le fil de fer permet de tourner les mesures législatives sur la limitation des plantations. Enfin l'arrosage à la souche, l'irrigation exagérée, ont fortement contribué à réaliser ces rendements monstrueux, s'élevant pour tel vignoble du Gard à 378 hectolitres à l'hectare en 1923 et à 348 hectolitres en 1924, avec, il est vrai, des vins de 5°9 et 6°9 en un pays inondé de soleil !

Bref, au sujet de la responsabilité, un fait incontestable saute aux yeux après comparaison des statistiques : les excès de plantations en même temps que certaines pratiques culturales blâmables sont nettement localisés dans quelques départements méridionaux, tandis que dans les autres on enregistre un état stationnaire et le plus souvent une régression de l'étendue des cultures. Mais pour l'addition finale, les réductions des seconds compensent les exagérations des premiers et les rendent invisibles à l'analyse superficielle.

D'où l'utilité de passer en revue nos principales contrées viticoles, car il est déjà bien assez difficile de discerner ce qui se passe à l'intérieur d'une seule province.

Nous allons étudier les migrations du vignoble en

commençant par visiter la Bourgogne, la Champagne et le Bordelais. Nous jetterons ensuite un coup d'œil sur l'état de la viticulture dans la vallée de la Loire, en Touraine et en Anjou, pour finir par la région méridionale où nous examinerons la valeur des griefs dont elle est l'objet et essaierons de faire la juste part des choses.

Auparavant, accordons une pensée de regret à tous ces petits clos, modestes frères des célèbres vignobles, disparus dans un passé récent, victimes du développement tentaculaire de la grande ville. Vignes de Montmartre, de Passy ou de Suresnes, elles entouraient jadis la capitale d'une ceinture de pampres. Cinq ou six noms de rues demeureront sans doute les seuls témoins de cette époque champêtre où les ceps poussaient dans des quartiers de Paris aujourd'hui bétonnés. On a beau essayer d'en planter sur les toits de nos modernes buildings, il est peu probable que nous assistions à une renaissance du vignoble parisien situé cette fois sur le haut de nos maisons !

La lutte de la vigne et de la pierre à bâtir se termine toujours à l'avantage de la dernière et n'est pas une histoire uniquement parisienne : un des plus fameux crus du Bordelais a vu se restreindre son domaine pour une raison de ce genre.

Nous déplorerons moins la disparition des vins médiocres dont la condamnation fut signée le jour où des moyens de transport commodes permirent à leur clientèle de se pourvoir ailleurs à meilleur compte et mieux.

Mais ne doit-on pas tenter d'enrayer celle de tant de vins régionaux qui ajoutent à leurs qualités gustatives le mérite d'être produits par le labeur de la famille pay-

sanne et ne pourront résister longtemps à la concurrence terrible des vignes de plaines et de la viticulture industrialisée.

Bourgogne

La Bourgogne n'a rien perdu de son ancienne renommée viticole. Au cours des siècles passés comme de nos jours les témoignages s'échelonnent sans arrêt en l'honneur de ses glorieux vins.

Dès 1366, Pétrarque les rendait responsables de la résistance des cardinaux à revenir à Rome où on ne pouvait se procurer facilement les nectars de la côte de Beaune. En 1522, Erasme à son tour s'écrie : « O heureuse Bourgogne qui mérite d'être appelée la mère des hommes puisqu'elle leur fournit de ses mamelles un si bon lait. » Louis XIV avait coutume de recevoir chaque année des bouteilles de Romanée choisies entre les meilleures dans les caves réputées des moines de Saint-Vivant, et il serait trop long de citer tous les célèbres personnages du xvii^e siècle qui célébrèrent à l'envi les grands crus bourguignons. Princes du sang ou de l'Eglise, hommes de lettres ou simples gourmets s'accordaient pour vanter leur excellence. A la fin du xviii^e siècle, l'auteur de la *Physiologie du Goût*, Brillat-Savarin proclame : « La Bourgogne est la plus belle louange de Dieu. » Et notre xx^e siècle, blasé cependant, se range encore volontiers à cette opinion.

Une telle réputation n'a rien d'usurpé ni de surfait : car « La Bourgogne », M. Mathieu, ancien directeur de la station œnologique de Beaune l'explique en techni-

cien et en connaisseur, « produit une gamme complète de vins blancs et rouges ; ils diffèrent de ceux des autres régions par la nature, l'intensité et la délicatesse de leurs bouquets et de leur saveur. L'ensemble des sensations gustatives se fondent dans un accord parfait en s'harmonisant les unes les autres sans goût de terroir trop prononcé. La sensation due à ces vins au lieu de tourner court, se continue, en un mot ils finissent bien ».

La Bourgogne viticole comprend les départements de la Côte-d'Or, de l'Yonne et de Saône-et-Loire et l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône dans le Rhône, mais la majorité des grands crus est localisée dans la Côte d'Or qui s'enorgueillit des célèbres côtes de Dijon, de Nuits et de Beaune. Si Stendhal traitait la « Côte » de « petite montagne bien sèche et bien laide », il reconnaissait aussitôt qu'« à chaque instant on trouve un nom immortel ». Quand nous quittons Dijon en direction de Beaune, nous rencontrons en effet, tout proches les uns des autres, les vignobles de Gevrey-Chambertin, de Morey, de Chambolle-Musigny, les 50 hectares du Clos-Vougeot devant lesquels rapporte Stendhal, le colonel Buisson se rendant à l'Armée du Rhin fit présenter les armes à son régiment, puis Vosne-Romanée, Richebourg, Nuits-Saint-Georges, Aloxe-Corton, Savigny, etc.

Le vignoble bourguignon produit, outre ses grands crus, des vins mi-fins, des vins d'office et des vins ordinaires. D'une manière générale, on y est fidèle aux plants de qualité. Le Pinot ou Noirien, plant noble par excellence, produit toujours les grands vins rouges, et le Chardonnay les blancs. Certes le Gamay, d'une productivité supérieure, gagne du terrain et il faut le déplorer

mais disons pour sa défense qu'il n'a rien de commun avec le « Gros Gamay » du Moyen-âge, objet de la juste indignation de Philippe le Hardi, et dont il est un parent lointain ; on doit le remarquer aussi : certains terrains conviennent particulièrement au Gamay et ne conviennent qu'à lui seul. Ainsi les essais de plantation en pinot faits dans la terre granitique du Beaujolais ont échoué, et le Gamay, au contraire, permet d'y obtenir des vins excellents et très fins, tel le fameux « Moulin à Vent ».

Seuls ont droit à l'appellation « Bourgogne » tout court les vins provenant d'une aire de production consacrée par les usages locaux loyaux et constants, et issus des plants de Pinot pour les rouges et de Chardonnay ou Beaunoir pour les blancs. A l'appellation « Bourgogne ordinaire » ou « grand ordinaire », les vins issus des plants non fins (à l'exception des hybrides), conformément aux usages locaux loyaux et constants, à condition, comme les précédents, que ces cépages soient implantés dans une aire de production consacrée par la tradition. Les vins issus d'un mélange de Pinot et de plants non fins ne peuvent être appelés « Bourgogne » tout court, mais doivent être désignés sous l'appellation « Bourgogne passe tout grain »...

Ces dispositions ont pour but de renseigner l'acheteur sur la nature des vins vendus, de le protéger contre des tromperies concernant l'origine, et de défendre les producteurs des régions intéressées contre des usurpations de nom qui les ruinent.

On ne relève pas en Bourgogne de plantations excessives, à peine quelques exemples rares d'encépagement

en plaine sont-ils signalés. Et le vignoble, comme dans tous les pays de grands vins, a même diminué dans des proportions notables. Les surfaces plantées en vignes à vins de cru ont passé de 85.476 hectares en 1881, à 63.734 hectares en 1912, à 51.832 hectares en 1920, et en 1929 à 35.488 hectares.

Champagne.

En Champagne, on peut parler de crise. On ne peut parler de crise de surproduction. Car depuis cent ans le vignoble ne fait que décroître, et cette diminution n'est pas compensée, comme en d'autres régions, par une augmentation sensible du rendement à l'hectare.

Si la situation est grave à l'heure actuelle, c'est uniquement la conséquence d'un rétrécissement des débouchés et non pas d'une exagération de la production. La Champagne a perdu depuis quelques années beaucoup de ses anciens clients, dont les facultés d'achat se sont trouvées brusquement diminuées ou auxquels une prohibition interdisait la moindre commande comme c'était encore récemment le cas aux Etats-Unis. Mais le principal obstacle rencontré à l'étranger pour la vente du champagne est l'élévation des droits de douane sur ce produit considéré comme un vin de grand luxe, droits dont le tarif dépasse souvent par bouteille le prix des meilleures marques. Ainsi taxé, il ne pénètre forcément qu'en quantités réduites réservées à de rares privilégiés. Aussi ces mesures malheureuses, prises parfois dans un but de représailles douanières, mais dans la plupart des cas par intérêt fiscal aboutissent-elles à un résultat

médiocre, car le total de faibles sommes perçues sur un grand nombre de bouteilles serait certainement supérieur au droit formidable qui frappe actuellement les quantités dérisoires qui peuvent encore être exportées.

Toute l'économie du vignoble champenois est commandée par sa situation à la limite septentrionale de l'aire de la vigne et par la nature de son sol. Là plus qu'ailleurs, le vigneron doit craindre les gelées printanières néfastes à sa récolte qu'elles anéantissent parfois complètement, les invasions de cochylis et de pyrale, le mildiou, etc. A cet effet, il est obligé de prendre de multiples précautions et de n'employer que certains plants dont le fruit est d'une qualité recherchée et qui conviennent particulièrement au sol crayeux de Champagne, mais qui ne sont pas des porteurs prolifiques. D'où prix de revient élevés, ceux-ci encore accrus par les grandes variations dans la quantité et la qualité des récoltes. Celles-ci, jamais très élevées, même dans les bonnes années, sont parfois ramenées à presque rien.

La Champagne produisait au début du siècle dernier, outre les grands crus, des vins courants et des vins de pays. Les faits économiques lui ont fait une loi de se spécialiser uniquement dans la production des vins de qualité.

Aussi la superficie qui atteignait en 1832, 58.420 hectares, a-t-elle été amputée des quatre cinquièmes et réduite en 1932 à 12.320 hectares qui se répartissent de la façon suivante :

Aisne	590
Aube	3.230
Marne	8.300
Seine-et-Marne	200
Total.....	12.320

Les viticulteurs champenois, autant et sans doute plus que les autres, ont été durement atteints par les crises des cent dernières années. Ils ont connu non seulement l'invasion du phylloxéra en 1885, mais celle des Allemands en 1914. Combien de beaux vignobles, reconstitués au prix d'efforts sans nombre, ont été à nouveau ravagés par la guerre dans cette campagne martyre des environs de Reims.

Ce qui attriste, c'est qu'ils n'ont aucune part de responsabilité dans la crise qu'ils traversent, car les vignerons champenois n'ont jamais été ni imprudents, ni excessifs dans les replantations.

Bordelais.

A une interlocutrice lui demandant de prendre parti sur les mérites réciproques du Bordeaux et du Bourgogne, un vieux magistrat spirituel et certainement gastronome répliquait : « Madame, c'est un procès dont j'ai tant de plaisir à visiter les pièces, que j'ajourne toujours à huitaine la prononciation de l'arrêt. » Réponse sans doute un peu gasconne, mais comment oser se prononcer dans ce cas embarrassant. D'une part, les Clos-Vougeot, Chambertin, Romanée, Beaune et Meursault; de l'autre, les Médoc, les Graves et surtout les incomparables Sauternes ?

La culture de la vigne dans le Bordelais se perd dans la nuit des temps. Grâce à un choix bien compris de cépages parfaitement appropriés au sol, aux méthodes de traitement en usage depuis des siècles, les viticulteurs arrivent à obtenir des vins universellement renommés,

tel le Château Yquem. Mais pour atteindre ce résultat, il faut sacrifier les trois quarts de la quantité à la qualité, faire la cueillette grain à grain au fur et à mesure que les raisins sont convenablement atteints de surmaturité... Dans le Médoc, dans les régions de Graves ou de Sauternes, inouïes sont les précautions dont on entoure les ceps, et cela explique les hauts prix de revient.

Le vignoble bordelais a été ravagé au XIX^e siècle, d'abord par l'oïdium en 1852, par le phylloxéra ensuite en 1875, puis par le mildiou en 1885. Les viticulteurs ont lutté avec énergie, et entrepris aussitôt la reconstitution. De telle sorte que la Gironde produit aujourd'hui autant de vin qu'avant l'invasion phylloxérique.

Cependant, les surfaces plantées en vignes à vins de cru ont diminué :

145.129 hectares.....	en 1877
130.988 —	— 1926
111.317 —	— 1930

Leur production, qui atteignait 5.301.300 hl. entre 1919 et 1922, descend à 4.322.923 hl. entre 1923 et 1926, et à 3.963.400 hl. entre 1927 et 1930.

Et la moyenne du rendement à l'hectare n'a pas dépassé 30 hectolitres en 1929, une des meilleures années que la viticulture française ait connue.

Malheureusement, comme le signale M. Henri Labroue, rapporteur de la loi du 4 juillet 1931, « dans le Médoc, luzernes, pâturages et terres en friche ont pris la place des belles vignes de jadis. L'hectare de vigne ne vaut guère plus de 6.000 à 8.000 francs en moyenne, soit le prix d'un champs d'ajoncs cultivés, dans le Finistère. »

Alors, comment expliquer que la récolte globale de la Gironde accuse, avec une superficie égale à celle de 1849 par exemple, une telle disproportion ?

1.646.000 hectolitres	en 1849
4.691.000 —	— 1928

Sans doute, doit-on voir une raison de cette anomalie de production, dans les traitements mieux compris et dans la mise en application du greffage des plants français sur plants américains. Toutefois, la principale explication est l'encépagement, pendant l'ère de prospérité, de superficies importantes de terres labourables et de prairies naturelles, qui donnent un rendement plus élevé.

Regrettons-le en pensant aux admirables vignes abandonnées du Médoc.

Mais reconnaissons que les grandes traditions d'honnêteté et de souci de la perfection n'ont pas déserté le Bordelais et que les excès répréhensibles n'y constituent que des cas d'exception.

Vallée de la Loire.

Avant d'aborder les départements viticoles du Midi, nous commettrions une injustice et une erreur en passant sous silence cette région de la Loire, intéressante d'abord par la qualité des vins qu'on y trouve et aussi par la situation très particulière qui est la leur. Malgré leurs mérites appréciés de tous les Français connaisseurs, ils ne peuvent revendiquer la gloire des crus fameux de nos trois grandes provinces viticoles, et par ailleurs ils ne sont pas produits en quantités massives comme dans le Midi ou en Algérie. Ils tiennent donc une position intermédiaire, assez désavantageuse pour leurs producteurs, entre les deux situations, et ne bénéficient ni de la renommée inégalable des premiers, ni des conditions économi-

ques qui permettent de produire les seconds en quantités considérables.

Aussi, le vignoble du Centre et de l'Ouest est-il en régression continue. Il couvrait encore dans les quatorze départements du bassin de la Loire, 343.527 hectares en 1876 ; en 1907, il n'est plus que de 250.625 hectares, et, en 1932, de 190.381 hectares.

On ne constate pas sans regret cette diminution des surfaces dans une contrée où le sol et l'exposition des coteaux se prêtent bien à la culture de la vigne, où l'on est demeuré fidèle aux traditions et où le mode d'exploitation est demeuré l'artisanat viticole, le travail de la famille paysanne.

Le Midi de la France.

On a beaucoup parlé du Midi en ces dernières années. Et toujours avec passion. Or, si celle-ci rend les controverses animées, elle est de nature également à répandre les idées les plus erronées.

Pour certains, le Midi est devenu le pays du mauvais vin, baptisé à la cuve, coupé, travaillé, objet de toutes les fraudes. Pour d'autres, il est la victime innocente et persécutée d'une région viticole voisine. A les en croire, les viticulteurs méridionaux n'auraient jamais commis aucun abus, et ces trop zélés défenseurs du Midi s'entêtent, malgré les chiffres probants, à soutenir l'insoutenable.

Essayons d'éviter les deux excès. En premier lieu, on commet souvent des oublis fort injustes envers les vins de qualité de cette région, qui sont nombreux. Citons le

Frontignan, dont Rabelais vantait les mérites en 1548; le Grenache, le Banyuls, et dans les mousseux, la fameuse blanquette de Limoux...

Mais comment songer une minute à nier l'indiscutable part de responsabilité des provinces méridionales en ce qui concerne la surproduction?

Si nous examinons la marche des plantations dans le Midi de la France, nous les voyons en augmentation incessante.

Le groupe formé par l'Aude, le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, saute de 428 milliers d'hectares en 1922 à 468 milliers d'hectares en 1932, en passant par les chiffres suivants : 431, 436, 436, 429, 436, 437, 440, 450 et 464 hectares. Soit une progression de 40.000 hectares en 10 ans, et dans laquelle l'Aude entre pour 10.000 hectares, le Gard pour 18.000 hectares, l'Hérault pour 8.000 et les Pyrénées-Orientales pour 4.000.

Un second groupe comprenant le Var, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, laisse apparaître également de forts accroissements, puisque, comprenant 96.000 hectares en 1922, il atteint 132.000 hectares en 1932, soit 36.000 hectares de plus ! Des trois départements, c'est le Var qui entre pour la plus grande part dans ce changement, car il ne comptait que 49.000 hectares en 1922 et passe à 62.000 hectares en 1932. Le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône ont augmenté pendant la même période, respectivement, de 12.000 et de 11.000 hectares.

Totalisons maintenant les superficies de ces deux groupes (Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales — et Var, Vaucluse, Bouches-du-Rhône). Nous trouvons 600.000 hectares en 1932 contre 524.000 en 1922, soit une augmentation de 76.000 hectares.

Or, en nous retournant vers le reste de la France, nous notons, au contraire, une diminution des surfaces plantées, qui passent de 872.000 hectares (et bien qu'ayant atteint 913.000 hectares en 1924 et encore 884.000 hectares en 1929) à 813.000 hectares en 1932, soit une diminution de 59.000 hectares (=6 à 7 %) depuis 10 ans.

Remarquons que nous avons examiné l'évolution des plantations méridionales pendant une très courte période. Leur extension apparaîtrait beaucoup plus importante si nous envisagions un siècle par exemple. Cette région où la vigne constitue actuellement presque une monoculture était considérée, il y a cent ans, comme une des grandes productrices de blé, de France, et comportait des olivettes nombreuses, détruites aujourd'hui au profit du vignoble.

Mais contentons-nous du présent. Il est assez édifiant.

Les récoltes du Midi de la France ont augmenté dans une proportion que ne suffit pas à expliquer le développement des surfaces, mais sur lequel les statistiques du rendement à l'hectare jettent une lumière révélatrice.

Ce dernier était, dans l'Aude, le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales :

En 1901-1904.....	de 42 hectolitres	
— 1909-1913.....	— 50	—
— 1922-1926.....	— 61	—
— 1928-1932.....	— 54	—

Cette augmentation du rendement est due en premier lieu au choix des cépages et à l'hybridation. Ensuite, à l'irrigation peu avant la récolte, à l'emploi des pressoirs continus et à la pratique du surpressurage. On peut aussi, sans erreur, y voir une conséquence des plantations en plaine.

L'EVOLUTION DU VIGNOBLE ALGERIEN

ETAPES DU DÉVELOPPEMENT DES PLANTATIONS ALGÉRIENNES.

Ce ne fut que bien des années après la conquête que l'on commença à parler d'un « vignoble algérien ». Pou-
vait-on, en effet, sans se faire taxer à juste titre d'exa-
gération, désigner ainsi l'ensemble des maigres petits
clos de vignes, plantés ici et là par les premiers colons,
et qui suffisaient à peine à leur consommation familiale?

Quand on mesure le chemin parcouru depuis un siècle,
on demeure stupéfait! Seul, probablement à son époque,
Bugeaud avait entrevu dès le début les difficultés que
pourrait un jour causer à la métropole l'essor viticole de
la jeune colonie.

« L'Algérie ne doit produire que des denrées que la
métropole ne produit pas », écrivait-il, en 1850, et il
ajoutait : « Une ordonnance devrait immédiatement pro-
hiber en Algérie la fabrication du vin et n'autoriser la
culture de la vigne que pour l'usage de la table et pour
produire comme usage commercial le raisin sec. »

Ce conseil ne fut pas suivi. Bien au contraire, au len-
demain de la crise du phylloxéra, la France engageait
l'Algérie à planter pour suppléer à la défaillance de sa
propre production. Nombreux furent les petits vigneron
du Midi ruinés par le terrible fléau qui passèrent la

Méditerranée, attirés par l'espoir de faire fortune, car la terre y était concédée gratuitement ou à vil prix, les frais d'établissement d'une vigne peu élevés, les impôts insignifiants. Certes, il fallut à ces colons beaucoup de courage et d'énergie pour défricher des morceaux de bled, dans un pays encore inorganisé où beaucoup moururent à la peine, et il ne nous viendrait pas à l'esprit de mésestimer leur effort. Mais on doit à la vérité de reconnaître qu'à la crise du phylloxéra correspondit une première étape du formidable développement des plantations algériennes.

Dès lors, elles s'accurent d'une façon continue. Mais non pas régulière. Car on peut facilement discerner trois périodes d'accroissement redoublé : celle qui suivit la guerre de 1914-1918, celle qui précéda la loi du 4 juillet 1931, et même après le vote de cette loi et dans les limites qui étaient encore permises, un troisième moment de 1931 à 1933.

Tant que la vente était facilement assurée pour tous, tant que chacun était certain d'écouler sa récolte avec un beau profit, tout alla pour le mieux. Hélas ! nous sommes entrés depuis dans la période des vaches maigres dont parle l'Écriture, la consommation s'est restreinte, et les vendeurs dévoilent une amertume compréhensible. Aussi, certains esprits chagrins regrettent-ils le développement viticole de l'Algérie et que l'on n'ait pas appliqué à la lettre les avis prophétiques de Bugeaud.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de considérer la progression de la vigne depuis l'année 1922 jusqu'à 1932, c'est-à-dire pour une période de 10 ans.

Superficie plantée en vignes

(Milliers d'hectares)

(Contributions indirectes)

	<i>Alger</i>	<i>Oran</i>	<i>Constantine</i>	<i>Ensemble des 3 dép. algériens</i>	<i>Dép. de la France métropolitaine</i>	<i>France métrop. + Algérie</i>
1922	65	94	14	173	1.396	1.569
1923	69	96	15	180	1.419	1.599
1924	73	100	16	189	1.458	1.647
1925	77	108	16	201	1.443	1.644
1926	77	114	15	206	1.352	1.558
1927	81	119	16	216	1.373	1.589
1928	82	123	17	222	1.395	1.617
1929	85	124	17	226	1.440	1.666
1930	96	155	20	271	1.402	1.673
1931	106	183	23	312	1.440	1.752
1932	115	213	24	352	1.413	1.765
1933	119	229	25	373	1.422	1.795

On le voit, en l'espace de 10 ans, les plantations algériennes ont doublé, passant du chiffre de 173.000 hectares à 352.000 hectares. Pendant la seule année 1931-1932, donc après le vote de la loi qui limitait les plantations mais qui, cependant, prévoyait de trop nombreuses exceptions à la règle, elles ont bondi de 40.000 hectares. C'est surtout dans les département d'Oran et d'Alger que l'on note ce qu'on a pu désigner du nom de frénésie des plantations. Le département de Constantine s'est contenté d'augmenter son vignoble de 10.000 hectares depuis 1922 et se borne à totaliser 24.000 hectares, chiffre modeste auprès des 115.000 et 213.000 hectares des départements d'Alger et d'Oran.

En 1932, la production algérienne représentait 17,6 % dans le total de la récolte du système France-Algérie, tandis qu'elle n'y paraissait pendant la moyenne 1901-1904 que pour 11 %. D'ailleurs, si l'on envisage une

période plus longue qu'une année, telle la moyenne récente 1928-1932, elle y entre pour 21,7 %.

Rien d'étonnant, du reste, lorsque l'on considère que le rendement moyen par hectare des vignes en Algérie ne fait que s'élever depuis 1900 :

1901-1904	38 hectolitres
1909-1913.....	49 —
1922-1926.....	51 —
1928-1932.....	54 —

Pendant les mêmes périodes, le rendement français métropolitain passe par les moyennes suivantes : 30, 29, 42, 38. Il reste donc nettement inférieur au rendement algérien.

Production algérienne
(En millions d'hectolitres)

	<i>Alger</i>	<i>Oran</i>	<i>Constantine</i>	<i>Total dép. algériens</i>	<i>Total France métropolitaine</i>	<i>Total général</i>
1922	3,3	3,2	0,9	7,5	70,3	77,8
1923	4,7	4	1,5	11,2	57,3	68,5
1924	4,2	4,1	1,5	9,8	68,4	78,2
1925	6,2	4,8	1,4	12,4	63	75,4
1926	4,8	2,6	1	8,4	40,6	49
1927	4,1	2,7	1,2	8	49,4	57,4
1928	6,6	5,8	1,4	13,8	58,4	72,2
1929	5,7	5,9	1,2	12,8	62,9	75,7
1930	5,6	6,6	1,4	13,6	42	55,6
1931	6,6	7,8	1,4	15,8	57,5	73,3
1932	8	8,5	1,7	18,2	47,6	65,8

Cependant, les exportations de vins algériens vers l'étranger, bien que décuplées depuis 50 ans, ne représentent qu'une infime partie de la récolte totale. En 1885, elles s'élevaient à 11.000 hectolitres. Elles atteignent en 1931 112.000 hectolitres en passant par 30.000 hectolitres en 1890, 98.000 hectolitres en 1910, 314.000 hectolitres en 1920, 159.000 hectolitres en 1925, 842.000 hectolitres en

1926. Ce dernier chiffre, on le voit, marque le point culminant des exportations algériennes. Cependant, si fort qu'il soit, il ne représente qu'une infime proportion de la récolte ; d'ailleurs il n'a jamais été dépassé, et les exportations retombent à 112.000 hectolitres en 1931.

LE « DANGER ALGÉRIEN ».

Les adversaires de l'Algérie ont présenté la production algérienne comme un péril mortel pour la viticulture française qu'elle mettrait en fâcheuse posture, à cause de ses prix de revient plus bas dus au bon marché de la main-d'œuvre et à des impôts moins élevés de l'autre côté de la Méditerranée. S'armant de ces raisons, ils en profitèrent pour demander en 1931 le contingentement des vins algériens, et en 1933 l'« Aménagement » qui n'était en réalité qu'un contingentement déguisé et que la Chambre repoussa.

Nous ne discuterons pas la question de l'autonomie financière de l'Algérie et de son opportunité actuelle ; elle dépasse le cadre de cette étude. Quant à celle, si épineuse, des prix de revient du vin, il semble, en effet, qu'ils soient inférieurs à ceux de la métropole. Toutefois, cet avantage est compensé par les frais de transport.

Quoi qu'il en soit, il ne saurait être question de revenir au « Pacte colonial » en brisant l'union douanière de 1867 et en traitant les Français d'Algérie comme des « Français inférieurs » et nos trois départements d'outre-mer différemment des autres.

L'Algérie n'est pas un pays séparé, c'est une province française ; aussi doit-elle être placée sur le même plan que la métropole dont elle constitue le prolongement.

Comme l'a dit un président du Conseil en 1930 : « Nous sauverons le vignoble français, mais dans le cadre de l'égalité législative, dans l'unité nationale. »

Ce qui ne signifie pas qu'on ne doive pas chercher à améliorer la situation actuelle en arrêtant l'extension incessante des vignes algériennes. M. Emile Morinaud, député de Constantine, préconise depuis des années une suspension provisoire des plantations pendant un certain temps. Il est grand dommage que l'on ne soit pas venu plus tôt à cette solution. Nous aurions évité de la sorte des encépagements massifs, à la fois en Algérie et dans le Midi, car, bien que le Languedoc ait véhémentement reproché à sa voisine d'outre-Méditerranée d'avoir trop planté, il oublie un peu, ayant lui-même péché, l'histoire de la paille et de la poutre...

La loi de 1931, avant même d'être votée, a eu comme premier effet de précipiter les plantations algériennes, car la menace était dans l'air. Une fois votée, elle admit trop d'exceptions à la règle pour empêcher grand'chose. Remarquons également que certaines régions d'Algérie n'ont pas de cadastre, ce qui rend le contrôle impossible, et que la loi facilitait la fraude à plaisir par ses dispositions.

La loi du 8 juillet 1933, trop hésitante, n'arrêtera pas non plus complètement le développement du vignoble. « Sous le régime des trois hectares comme sous le régime des 10 hectares, l'Algérie plantera infiniment plus que la métropole. C'est là un fait absolument certain » (Morinaud).

Si l'on veut aboutir à un résultat, arrêter le mal qui a déjà gagné dans des proportions immenses, mais insis-

tons là-dessus, continue à s'étendre, il convient de suspendre au plus tôt *toutes* les plantations pendant un certain temps. Bien entendu, on ne saurait les arrêter pour toujours. Mais il y a, à l'heure actuelle, trop de vin sur le marché.

M. le député Barthe, président de la Commission des Boissons, a déclaré que les possibilités de consommation ne dépassaient pas 70 millions d'hectolitres — (certains disent : 75 millions). — Or, dans une bonne année, l'Algérie est capable de produire 20 millions d'hectolitres, et la métropole 60 millions. Nous voilà loin de compte, surtout en faisant état des stocks.

A son tour, M. Morinaud a affirmé que si la métropole et l'Algérie ne stabilisaient pas leur production, si l'Algérie portait la sienne à 20 ou 21 millions d'hectolitres, ce serait la ruine de deux viticultures.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION FRANÇAISE

LA LIMITATION DES PLANTATIONS ET LE DROIT

Si nous nous reportons à l'article 544 du Code civil où se trouve défini le droit de propriété, nous y lisons que c'est « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue ». Aubry et Rau développent cette idée d'une façon encore plus nette en désignant ainsi « le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une façon absolue et exclusive à l'action et à la volonté d'une personne » (Al. 190.)

Le propriétaire d'une chose peut à son gré en user et en abuser. Il peut accomplir tous les actes d'usage et de jouissance; il peut aussi, s'il lui plaît, faire exécuter sur elle tous les travaux, même nuisibles : abattre les arbres, creuser des excavations, épuiser une carrière, détruire les objets qui lui appartiennent... (C. C., art. 544 et 552, al. 2 et 3.)

Aussi, en vertu de ce qui vient d'être dit, ne peut-on se dissimuler que la limitation des plantations se montre au premier abord en contradiction avec les notions élé-

mentaires du droit de propriété. Mais le Code institue des restrictions du fait de l'utilité générale (considérations d'hygiène, défense militaire, etc.). Certaines de ces règles concernent la propriété bâtie, les autres l'exploitation agricole.

L'Assemblée Constituante, dans la loi du 28 septembre 1791, avait pourtant décidé que : « les propriétaires sont libres de varier à leur gré leurs récoltes et de disposer de toutes les productions de leurs propriétés, dans l'intérieur du royaume et au dehors. » Il n'empêche que l'on a apporté à ce droit depuis un siècle de nombreuses modifications qui restreignent la portée de cette déclaration et qui concernent tantôt le défrichement des bois et forêts ou les travaux de reboisement ou de gazonnement, tantôt le dessèchement des marais, etc. La culture du tabac n'est plus libre. De même, la culture de la vigne a subi, elle aussi, diverses entraves justifiées par la nécessité de protéger nos vignobles contre l'invasion du phylloxéra.

La considération de l'intérêt général, jointe au désir de protéger certaines catégories sociales, a amené une transformation de l'idée du droit de propriété et du droit à la liberté individuelle, qui permet de s'opposer à la volonté particulière chaque fois que cette volonté se montre en opposition avec le bien de la collectivité et qui autorise l'Etat à entraver les droits considérés jusqu'ici comme les plus essentiels par le Code civil.

C'est surtout au cours de ces dernières années que cette tendance s'est affirmée. Avant elle, on avait vu interdire la libre plantation du tabac et réglementer même dans les plus petits détails la culture et la récolte de cette

plante. Encore pouvait-on faire valoir comme excuse à l'intrusion de l'Etat, qu'il s'agissait de la défense d'un monopole rapportant des sommes considérables au budget.

Mais, dès le lendemain de la guerre, la difficulté des logements amenait les gouvernements successifs à porter des atteintes encore plus considérables au droit de propriété. Les prix des loyers anciens étaient bloqués pour une durée de 10 ans, les locataires même défaillants étaient maintenus en possession. Et toutes ces mesures étaient adoptées sans prendre le moins du monde en considération le relèvement des prix de série dans le bâtiment, ni ceux de tous les accessoires accordés généralement aux locataires par les propriétaires.

L'opinion publique, dans sa généralité, accepta parfaitement et considéra comme légitimes les mesures dont il s'agit, alors que la question de la limitation des plantations de vignes souleva un tolle.

La mesure ne frappait cependant qu'une minorité de la nation, et elle ne constituait qu'une amputation moins grande du droit de propriété. Bien plus, d'aucuns prétendaient qu'elle était conçue dans l'intérêt des viticulteurs eux-mêmes, menacés dans leur gagne-pain par l'extension trop considérable d'un certain nombre de vignobles.

Et devant la ruine vers laquelle paraissaient s'acheminer tant de vigneron, M. Germain-Martin répétait au cours de la discussion à la Chambre ce qu'il avait déjà dit en 1931 : « Ce qui peut arriver de pire au détenteur de la propriété individuelle, c'est d'avoir cette détention sans aucun avantage, car fatalement et très rapidement, il se trouve évincé de cette propriété. » Mieux vaut donc

restreindre temporairement le droit de propriété des viticulteurs que de s'exposer à ne plus rien voir subsister de cette propriété dans un délai assez court.

Presque en même temps, la question du blé se posait également devant le Parlement. Comme pour le vin, la production mondiale effectuée avec des moyens industriels, dans des terres neuves et ne réclamant pas encore d'engrais artificiels, permettait de livrer des céréales à des prix devant lesquels le laboureur français n'aurait eu qu'à se croiser les bras. Bravant l'impopularité de la population des villes, le Gouvernement éleva les droits de douane à des taux incroyables. Le prix du pain, à Paris, arriva à être le double de celui que l'on payait à Bruxelles. Et cependant d'autres mesures encore furent adoptées. On bloqua les récoltes dans les fermes. On imposa un degré de mouture. On limita les marchés à terme sur les blés.

Et toutes ces dispositions furent prises à la demande des producteurs de blé, de même que les lois sur la viticulture ont été votées à la suite de campagnes organisées par les viticulteurs sur toute l'étendue du territoire.

Ce mouvement d'opinion amena le vote de la loi du 4 juillet 1931 que certains de ses promoteurs dénommaient le « Statut de la Viticulture ».

LE « STATUT DE LA VITICULTURE » :

LA LOI DU 4 JUILLET 1931.

On avait placé beaucoup d'espoirs dans la loi du 4 juillet 1931. Elle les a déçus.

Ce ne fut pourtant pas faute de renseignements et de documentation : peu de textes législatifs ont été préparés avec autant de soins. Une commission d'enquête se transporta dans les différents centres viticoles afin d'y recueillir sur place ses informations, les syndicats et associations de vignerons furent consultés, les personnalités les plus éminentes, appelées à donner leur avis. Enfin quand arriva le moment des débats à la Chambre, neuf séances, dont la dernière dura vingt heures, furent consacrées à la discussion et au vote du statut de la viticulture.

Malgré cela, la loi échoua au moins en ce qui regarde la limitation des plantations, pièce maîtresse du nouveau texte.

Pourquoi ? Sans doute en premier lieu à cause de la date à laquelle elle intervenait. Elle venait trop tard. Il y avait déjà plusieurs années que la folie des plantations sévissait dans la région méridionale et en Algérie.

Puis, en raison de sa lente élaboration, il n'y avait sans doute plus un viticulteur français ou algérien qui

ne se doutât qu'on allait interdire les plantations. En conséquence, ils avaient pris leurs précautions afin de sauvegarder leurs droits, et s'étaient empressés d'user de la liberté pendant qu'il était temps encore. Et c'est le premier effet — désolant — d'une loi destinée à arrêter les encépagements, d'en avoir suscité davantage.

Ce n'est pas tout. Ceci mis à part, le texte voté aurait pu amener une amélioration de la situation si l'on s'était rallié au projet de la Commission des boissons. Mais pour le faire agréer des uns et des autres, le projet initial fut trituré et transformé de telle sorte, allongé de tellement d'exceptions, qu'on arriva à le rendre presque inopérant.

ORIGINE ET BUT DE LA LOI DU 4 JUILLET 1931.

La loi avait pour objet de s'attaquer directement aux effets de la crise en réglementant la production elle-même. Elle fut rapportée par M. Henri Labroue, député, au nom de la Commission des Boissons. Le projet avait été déposé par le Gouvernement un an auparavant.

Dans son exposé, le rapporteur insistait surtout sur la nécessité de mettre fin à la multiplication des plantations à grand rendement et à la production des vins médiocres, ces deux causes étant responsables en grande partie, affirmait-il, de la crise de surproduction et de sous-consommation dont souffrait la viticulture.

Pour arriver à ce but, il préconisait trois remèdes :

- 1° Le blocage ;
- 2° Une taxe sur les grands rendements ;
- 3° La limitation des plantations de vignes.

La limitation des plantations constitue la pièce essentielle de la loi. C'est l'article 3 qui interdit en principe pendant 10 ans les plantations, mais il prévoit que l'on pourra toujours planter jusqu'à concurrence de 10 hectares, latitude considérable car pour la moyenne des viticulteurs français, 10 hectares représentent déjà une propriété importante dont le rendement est supérieur de beaucoup aux besoins de la consommation familiale, et de cet artisanat viticole dont on a tant parlé au cours des débats.

Les terres achetées pour leur propre compte par des fermiers ou par des métayers, pourront être plantées par eux en vigne jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des surfaces qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, à la condition que ce dernier ne soit pas une société.

La personne ou la société qui aura planté de nouvelles étendues en vigne et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre.

Toute personne qui procédera à une plantation de vigne sera tenue dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation, d'en faire la déclaration à la recette ruraliste dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Sera considéré comme plantation nouvelle tout complément de plantation effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la loi, le nombre des ceps n'atteindrait pas 1.500 pieds à l'hectare.

Après ces dispositions essentielles, nous arrivons à des

exceptions si nombreuses qu'elles ont eu pour effet de réduire à très peu de chose le résultat utile que l'on pouvait attendre de la loi.

1° La première exception qui est légitime permet le remplacement sur un même domaine, à surface égale, d'une vigne déjà existante.

2° La seconde est abusive. Elle autorise les plantations de vignes en remplacement de celles arrachées au cours des dix dernières années. Cette période est manifestement trop longue.

3° La troisième s'inspire d'une raison légitime. Elle autorise un vigneron à planter une vigne nouvelle trois ans avant d'arracher celle qu'il veut détruire. Mais c'est la porte ouverte à la fraude, car le contrôle est très difficile trois ans après.

4° La quatrième réserve les droits des viticulteurs cultivant des vignes dont les produits sont exclusivement destinés à la fabrication d'eau-de-vie.

5° La cinquième exception comprend la reconstitution dans les dix ans qui suivront la promulgation de la loi, des vignobles détruits par la guerre et par les calamités atmosphériques. Cette dernière considération ouvre la porte à toutes les fraudes et à toutes les faveurs.

LA LOI DU 8 JUILLET 1933.

Cette loi, la dernière en date de celles établissant le statut de la viticulture, a eu pour objet de rectifier et de compléter celle du 4 juillet 1931.

Ainsi que le dit l'exposé des motifs de la nouvelle loi, « L'expérience de deux années d'application de la loi du 4 juillet 1931 a révélé dans son texte des insuffisances et des lacunes ».

Il n'était que temps de remédier aux insuffisances que nous avons déjà signalées plus haut. Grâce aux exceptions beaucoup trop larges acceptées par le législateur de 1931, l'aire des plantations de vigne avait encore augmenté : 40.000 hectares avaient été nouvellement plantés.

Et de ce fait la production s'était accrue d'une manière incroyable. L'Algérie avait un rendement de 18 millions d'hectolitres — alors qu'il n'était encore que de 13 millions en 1929.

Il est bon de se souvenir que pour une consommation générale de 70 millions d'hectolitres, au plus, avec une tendance vers la sous-consommation, on s'exposait à se trouver devant une production France-Algérie s'élevant à 80 millions d'hectolitres, laissant un excédent en chaix de 10 millions d'hectolitres.

La loi du 8 juillet 1933 rappelle dans ses grands traits

celle du 4 juillet 1931, mais elle supprime la plupart des exceptions permettant de replanter des vignes, exceptions dont certaines étaient à coup sûr critiquables. Elle crée le blocage et le super-blocage.

INTERDICTION ABSOLUE DES PLANTATIONS DE VIGNES.

La loi du 4 juillet 1931 limitait à 10 hectares l'étendue des plantations nouvelles autorisées. Naturellement tous les propriétaires possédant les moyens nécessaires pour bénéficier de cette latitude n'avaient pas manqué d'en faire usage. Et sur bien des points du territoire les surfaces plantées en vigne avaient augmenté.

Aussi pour mettre fin à de nouveaux accroissements susceptibles de provoquer avec des plantations de raisins à grand rendement de véritables catastrophes, *la loi du 8 juillet 1933 suspend pendant cinq ans l'application des dispositions de la loi du 4 juillet 1931 et interdit formellement toutes plantations de vigne pendant la période dont il s'agit.*

La loi n'autorise plus que les exceptions suivantes :
1° Les plantations d'entretien, c'est-à-dire la reconstitution du vignoble après assolement ne remontant pas à une date antérieure au premier octobre 1931, à condition que les vignes ainsi arrachées n'aient pas été compensées par des vignes nouvellement plantées sur la même propriété.

2° Dans les régions produisant des vins à appellation d'origine les propriétaires ont le droit :

a) De planter en remplacement, à surface égale, des vignes arrachées depuis moins de cinq ans.

b) De remplacer jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, des vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans.

3° Les plantations de cépages choisis.

Même dans les régions dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine et à la condition que dans le département la superficie plantée ne se soit pas accrue depuis dix ans, les propriétaires auront le droit de remplacer leurs vignes anciennes par des cépages dont la liste aura été préalablement dressée par l'Office Départemental sur le rapport du directeur des Services Agricoles.

4° Les plantations ou compléments de plantations devant assurer la consommation personnelle des récoltants qui réservent à leurs propres besoins l'intégralité des vins ou des raisins obtenus.

5° Les plantations devant produire des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale prévue par l'article 24 de la loi du 6 mai 1919.

6° *La plantation de trois hectares* réalisée par toute personne ne possédant ou n'exploitant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition ne peut bénéficier qu'à des personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte telle qu'elle est prévue par l'article 6 du décret du 1^{er} août 1931.

Préalablement à toute plantation il sera fait une déclaration un mois à l'avance à la recette ruraliste dont dépend l'exploitation. Les vins provenant des exploitations prévues à l'exception (n° 5) ne pourront bénéficier d'au-

cun titre de mouvement pour la vente en nature. Les viticulteurs placés dans cette situation ne pourront obtenir de pièces de régie pour des envois à la consommation dans une limite supérieure aux quantités expédiées à cette destination au cours des cinq années précédentes — augmentées s'il y a lieu des quantités produites par les plantations bénéficiant de l'exception (n° 6).

Deux points de la loi méritent de retenir tout particulièrement l'attention de ceux qui doivent appliquer ou qui veulent étudier la loi. La notion d'« entretien de la vigne » et celle du « complément de plantation ».

La notion d'*entretien* est très restrictive et très sérieusement délimitée. La loi de 1931 estimait qu'il suffisait qu'une vigne ait été arrachée depuis moins de dix ans pour que son remplacement fût considéré comme un entretien. La loi de 1933 n'accorde plus qu'un délai partant du 1^{er} juillet 1931. Deux ans au lieu de dix.

La notion du *complément de plantation* subit aussi une restriction sérieuse. Pour éviter que les viticulteurs dont les vignes étaient plantées large ne resserrent leurs ceps, elle précise que « sera considérée comme plantation nouvelle tout complément de plantations effectué sur des terrains où lors de la promulgation de la présente loi le nombre des ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare ».

En somme ce texte de loi rend pour ainsi dire impossible le complément de plantation.

DÉCLARATION DES PLANTATIONS.

La déclaration que toute personne voulant user de son droit de procéder à de nouvelles plantations est obligée de faire un mois à l'avance à la recette buraliste dont dépend l'exploitation, devra d'après les termes du décret du 17 août 1933, mentionner :

1° La date à laquelle la plantation sera opérée.

2° Les nom, prénoms, domicile et qualité du déclarant et s'il y a lieu les nom, prénoms, domicile et qualité de la personne (individu et société) pour le compte de qui la plantation sera faite.

3° La situation (département, commune et lieu dit) des terrains déjà plantés en vignes que le bénéficiaire de la plantation possède tant en France qu'en Algérie et la superficie de ces terrains.

4° La situation et la contenance du terrain à encépager avec toutes les indications susceptibles d'en permettre l'identification. Si celle-ci ne peut être établie à l'aide du plan cadastral, la déclaration doit être appuyée d'un plan dressé soit par le service topographique, soit par un géomètre assermenté.

5° L'objet de la plantation avec toutes les indications permettant à l'administration de vérifier si l'intéressé entend se prévaloir de l'une des six exceptions prévues par la loi.

REDEVANCES.

Toute personne qui, dans les limites prévues par la loi, aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces de vigne et dont la récolte sera de ce chef supérieure à

500 hectolitres sera soumise à une redevance de 50 fr. pour chaque hectolitre de récolte dépassant ce chiffre.

Cette redevance ne se confond pas avec les impôts frappant le rendement à l'hectare. Elle s'ajoute à ces dernières et doit être payée dans les mêmes conditions.

ARRACHAGE DE VIGNES.

La loi de 1933 soumet les personnes qui veulent procéder à l'arrachage partiel ou total de leur vigne à une déclaration souscrite à la recette buraliste des contributions indirectes ou des contributions diverses.

Au cours de la discussion de la loi, un député de Vaucluse, M. Louis Guichard, avait déposé un amendement tendant à rendre obligatoire l'arrachage des vignes, pour une fraction, pour toute plantation d'une étendue supérieure à 100 ha. Cette proposition fut repoussée.

INDEMNITÉS AUX PÉPINIÉRISTES.

L'interdiction des plantations de vigne porte un préjudice considérable aux pépiniéristes spécialisés dans la production des ceps. La loi a prévu qu'ils pourraient recevoir une indemnité dont le taux serait fixé par une commission spéciale quand ils pourraient prouver, par la différence de leurs déclarations de bénéfices agricoles, ou par tout autre moyen, qu'ils ont subi une diminution de bénéfices supérieure de 15 % à la moyenne des trois dernières années.

INTERDICTION DE CESSION A UNE SOCIÉTÉ OU PAR UNE SOCIÉTÉ.

La loi du 8 juillet 1933 a reproduit les dispositions de la loi de 1931 relatives aux cessions faites à ou par une société. Elle interdit comme la loi précédente :

1° Pendant un délai de dix ans le transfert à une société de la propriété, de la jouissance, ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la loi du 4 juillet 1931.

Cette mesure s'explique par ce fait que les exonérations au principe de la limitation des plantations ont été inspirées par le désir de servir les petits viticulteurs et de leur permettre d'avoir une petite vigne. Si les sociétés pouvaient acheter des terrains de vignes pour leur propre compte, elles arriveraient facilement, grâce à un prête-nom, à tourner la loi.

2° Les cessions par une société à un tiers, sous quelque forme que ce soit, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seraient plantés en vignes, avant l'expiration d'un délai de cinq ans.

On a voulu là encore empêcher les ventes fictives.

TROISIÈME PARTIE

LA LIMITATION DES PLANTATIONS A L'ÉTRANGER

LA LIMITATION DES PLANTATIONS A L'ETRANGER

ENVERGURE DU MOUVEMENT.

Il est intéressant de souligner que, sans qu'il y ait eu d'entente préalable, de nombreux pays en sont arrivés depuis moins de dix ans et surtout dans les dernières années à prendre des mesures similaires pour limiter l'extension des vignobles. La France n'eut pas en l'occurrence l'initiative du mouvement et lorsque fut votée la loi du 4 juillet 1931, la Grèce, l'Espagne, la Hongrie, l'avaient déjà précédée dans cette voie. Depuis la Conférence Internationale du Vin, tenue à Paris en mars 1932, qui a suscité ou encouragé de nouvelles adhésions à cette solution, la liste continue à s'allonger : le 13 avril 1932, le Portugal, le 22 avril 1932, la Roumanie ; le 15 juillet 1932, la Tunisie... ; elle n'est probablement pas close.

Tous ces pays sont de grands exportateurs de vin, car les nations importatrices n'ont évidemment aucun intérêt à arrêter le développement d'un vignoble qui ne suffit pas à leur consommation. L'Autriche, par exemple, encourage au moyen de prêts et de subventions la reconstitution et le renouvellement du sien (lois du 13 juin 1928 et du 11 février 1930). Mais pour ceux qui produisent plus qu'ils ne peuvent absorber ou exporter la situation devient tragique.

La vigne s'est développée, nous l'avons dit, en de nombreuses régions, où elle était inconnue jusqu'alors (Australie, Amérique du Sud, Californie), et, sous l'impulsion des métropoles — France ou Italie — dans les colonies et protectorats de ces dernières, Algérie, Tunisie, Maroc, Tripolitaine, aux vignobles jadis insignifiants. Le rendement à l'hectare s'est universellement accru à la suite du déplacement de l'aire de la vigne dans les basses terres, de l'adoption de procédés peu recommandables (mouillage à la racine, fil de fer...), et aussi de progrès très nets réalisés en viticulture.

Le monde se trouve ainsi en face d'une quantité énorme de vins dont beaucoup sont condamnés à rester invendus. En effet, les prohibitions, les barrières douanières, le prix des transports rendent l'exportation de plus en plus difficile. La crise qui sévit dans l'industrie et le commerce ferme les débouchés ; enfin l'estomac humain, lui-même, a des limites. Certes dans bien des pays la consommation demeure insuffisante et pourrait être augmentée par une publicité habile. Mais, en attendant, les stocks s'accroissent, les ruines s'accumulent. Chaque récolte apporte des excédents nouveaux et

l'on en vient, désir anormal, à souhaiter que celle qui suivra ne soit pas trop abondante...

Quelle époque bizarre que la nôtre, où l'afflux des richesses finit par être regardé comme un fléau, où dans certains pays on a jeté à la mer par centaines des sacs de café qui ne se vendaient pas, brûlé le blé dans les locomotives, à la place de charbon, tandis que sur d'autres points du globe des peuples meurent de faim !

Afin d'éviter de pareils errements, des efforts sérieux sont tentés, à l'heure actuelle, en matière viticole pour abolir les prohibitions, abaisser les droits de douane, faire connaître et apprécier les bienfaits du vin, en un mot développer la consommation. On peut en espérer un mieux appréciable. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'en agriculture, et spécialement en viticulture, la loi de l'offre et de la demande ne joue pas avec autant de sûreté que dans l'industrie et dans le commerce pour ajuster la production à la consommation.

Aussi la majorité des grands pays viticoles ont-ils décidé d'employer des moyens plus énergiques pour juguler la crise et de s'attaquer à la racine du mal, à la surproduction. Comme les symptômes étaient les mêmes un peu partout, rien de surprenant à ce que les traitements présentent des ressemblances. Mais l'économiste, comme le médecin, doit considérer le moral, ainsi que les facultés de résistance et les antécédents de son client, c'est-à-dire du pays dont il s'occupe, au même titre que la gravité du mal, et modifier et doser les remèdes en conséquence. Tout cela explique que les décisions des divers pays, semblables quant au principe,

se révèlent très différentes dans leurs modalités d'application. Il en est qui prescrivent l'arrêt brusque des plantations, d'autres les autorisent dans une proportion déterminée, d'autres encore se contentent de proscrire certains cépages, ou de fixer les variétés autorisées.

MESURES LEGISLATIVES ETRANGERES RELATIVES A LA LIMITATION OU A L'ARRET DES PLANTATIONS

ESPAGNE.

Dans le décret-loi royal du 29 avril 1926, relatif aux vins et alcools (*Gaceta de Madrid* du 30 avril 1926) on trouve à l'article 22 l'interdiction de planter de nouvelles vignes sans permission spéciale, afin d'éviter la trop forte production des vins qui serait cause de difficultés sur les marchés intérieurs et extérieurs. Reste autorisé le remplacement des terrains actuellement consacrés à la culture des vignes, ou la substitution de ces terrains à d'autres qui ne pourraient être employés pour une autre culture. L'article 24 du même texte exempte d'impôts sur la production pendant une période de dix ans, les terres actuellement plantées en vignes qui seront consacrées à la culture du coton.

La Conférence Nationale Vitivinicole, tenue à Madrid le 15 juillet 1930, insista à nouveau sur la nécessité de ne pas augmenter la superficie du vignoble, étant donné la crise présente.

Seules devaient être autorisées la reconstitution des anciennes vignes où les ceps ont été détruits par la vieillesse ou la maladie, et dans une certaine proportion

l'utilisation en vignobles de terres pratiquement inutilisables pour d'autres cultures. Il était à son avis indispensable de prohiber les plantations dans les terrains irrigables et d'établir des sanctions très sévères pour les contrevenants.

Suivant l'exemple de la Monarchie, la République espagnole, à son tour, a limité les plantations nouvelles de vignes dans un Décret relatif au statut du vin, du 13 septembre 1932. Mais l'interdiction ne concerne que les terrains pouvant être exploités différemment de manière rémunératrice (Chap. 9, art. 67). Quant aux propriétaires ou cultivateurs qui, par suite d'une invasion de phylloxéra ou pour une autre cause, perdraient ou ont perdu leurs vignes, ils pourront réserver de nouveaux terrains à cette culture, à surface égale. Ils pourront même, dans les limites de chaque municipalité, augmenter de 10 % la surface actuellement exploitée. Malgré cet adoucissement l'art. 68 prohibe de façon formelle la plantation de nouveaux vignobles dans les terrains irrigués de la Péninsule et des Iles espagnoles, « quelle que soit la cause ou le prétexte invoqués ».

L'Espagne, l'un des grands pays viticoles et des premiers fournisseurs d'Europe, peut espérer développer encore son marché intérieur, mais est très gênée dans son exportation. Ses principaux clients, la Suisse, l'Angleterre, l'Allemagne et la France (nous lui achetons surtout des vins de coupage) réduisent leurs commandes, les droits de douane et les contingentements s'opposent à la libre circulation des denrées agricoles... Voyant se fermer ou se rétrécir ses débouchés, elle a jugé bon d'endiguer sa production toujours croissante, par les dispositions précitées, qui établissent cependant

une différence de traitement entre les terrains de plaines ou exagérément irrigués qu'il convient de frapper spécialement et les vignobles de coteau pour lesquels une tolérance est prévue.

GRÈCE.

La loi grecque du 14 juin 1928 interdit toute extension du vignoble de Corinthe déjà existant, ainsi que toute replantation des vignes, sans autorisation du Comptoir Central du Raisin de Corinthe. Les redevances sont telles sur les plantations nouvelles (plus de 33.000 fr. par hectare) qu'elles se trouvent en fait complètement prohibées.

Les vigneron récalcitrants sont passibles d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 1.000 drachmes, de peines d'emprisonnement atteignant jusqu'à deux mois, sans préjudice de l'arrachage des vignes plantées, replantées ou reconstituées sans permission.

Afin d'obtenir cette dernière, voici la procédure à suivre : l'intéressé adresse à la succursale du Comptoir Central du Raisin de Corinthe, dans le rayon de laquelle se trouve son vignoble, une requête contenant l'indication du village, de la situation, la description exacte de la superficie. Il doit y joindre un récépissé de dépôt à la Banque Nationale d'une somme de 10.000 drachmes pour chaque stremme royal de la surface, comme redevance en faveur du Comptoir Central du Raisin de Corinthe. La succursale délègue alors un ingénieur agronome, géomètre ou ingénieur civil qui procède à l'arpentage de la surface et au relèvement topographique.

Une fois le rapport d'arpentage et le levé du plan terminés la succursale délivre l'autorisation.

Les vignes de Corinthe reconstituées à cause de vétusté sont exemptées du paiement des 10.000 drachmes, à la condition de ne pas être restées sans culture pendant les trois dernières années. Leur propriétaire devra cependant accompagner sa requête d'une somme de 100 drachmes par stremme royal pour couvrir les frais d'arpentage et de relèvement topographique.

LUXEMBOURG.

Un arrêté Grand-Ducal du 1^{er} juin 1928 a instauré des primes pour encourager l'arrachage de vignobles mal situés. Un crédit se trouve inséré, à ces fins, au budget de l'Etat ; il variait, ces dernières années, entre 250.000 et 300.000 francs belges, et n'était plus en 1932 que de 50.000 francs.

Tous les ans le Département de la Viticulture publie, dans le journal des viticulteurs, le montant de la prime offerte (en 1932, 0,30 fr. par m²) et qui revient exclusivement aux vignes mal exposées. Les vignerons désireux d'en profiter, sont priés de faire leurs déclarations au Gouvernement. Puis, après l'achèvement des travaux d'arrachage, la station viticole procède sur les lieux à une enquête concernant l'étendue et l'exploitation de la parcelle sur laquelle le propriétaire devra s'engager, par écrit, pour lui et ses ayants droit, à ne pas cultiver de vigne à l'avenir. La station viticole demande alors une ordonnance de paiement au Département compétent.

Il a été arraché :

Du 1 ^{er} octobre 1928 au 1 ^{er} juin 1929	72,20 hectares
Du 1 ^{er} juin 1929 au 31 mai 1930	38 —
Du 1 ^{er} juin 1930 au 31 mai 1931	46 —
En tout	156.20 —

soit 12 % de la superficie totale du vignoble luxembourgeois.

Il faut insister sur cette dernière fraction, autrement les chiffres cités ne sont guère impressionnants ; mais le Luxembourg, ne l'oublions pas, est un des plus petits pays d'Europe et aussi l'un des plus touchés par la crise viticole, par suite du manque de débouchés. Avant l'armistice il faisait partie du Zollverein allemand et pouvait exporter, sans payer aucun droit de douane, ses vins qui entraient dans la fabrication des mousseux allemands, à cause de leur acidité. Après l'armistice, il a dénoncé cette union économique et les vins luxembourgeois ont dû acquitter des droits très élevés pour pénétrer en Allemagne (sauf dans les cinq années qui ont suivi la guerre et pendant lesquelles le traité de paix imposait à l'Allemagne de recevoir en franchise un certain nombre de produits du Luxembourg, dont les vins). La chute du mark est venu compliquer les choses en apprenant aux Allemands à se passer du vin luxembourgeois, et la Belgique, nouvelle alliée économique, ne les vaut pas comme clients car elle ne fabrique pas de mousseux.

HONGRIE.

La loi XVII du 4 mai 1929 sur la viticulture et les communes de viticulteurs, dites communes de coteaux,

soumet à une autorisation préalable du Ministre de l'Agriculture, les nouvelles plantations.

Cette autorisation ne sera délivrée que pour les terrains sablonneux résistant au phylloxéra et impropres à toute autre culture et pour les coteaux déjà cultivés en vignes avant l'invasion phylloxérique.

Cependant le Ministre de l'Agriculture pourra, dans les cas requérant de par les circonstances une attention spéciale, autoriser des exceptions à la règle. D'autre part, les petits propriétaires ne possédant pas de vignes, ou une surface inférieure à 1.000 toises carrées, conserveront le droit de planter jusqu'à ce chiffre, sans permission spéciale.

Ne pourront être désormais utilisés que des cépages sélectionnés convenant au caractère de chaque contrée viticole; les espèces américaines d'hybrides producteurs directs sont interdites comme mettant en péril la bonne renommée du vin hongrois.

Les changements apportés par les traités qui ont suivi la guerre, à la situation économique de la Hongrie, ont nécessité la modification de la loi XLVII de 1908 sur le vin. La viticulture intéresse, dans ce pays de moins de 9 millions d'habitants plus de 600.000 ouvriers et propriétaires; la surface du vignoble atteint 200.000 hectares, la récolte moyenne 3 millions d'hectos. Or la population s'avère incapable de consommer la totalité de la production (elle n'en absorbe que la moitié environ); les exportations diminuent car les meilleures clientes, l'Autriche et l'Allemagne, réduisent leurs commandes.

Ces difficultés ont donné naissance aux lois IX de

1924, X et XVII de 1929. Cette dernière cherche à encourager la production de qualité et groupe les vigneron dans des organismes aptes à défendre leurs intérêts communs.

PORTUGAL.

L'intention du Gouvernement Portugais étant de procéder à l'appropriation des cultures aux terrains, et à la sélection des espèces, d'accord avec les diverses régions viticoles du pays, le décret N° 21.086 du 13 avril 1932, ordonne de surseoir à toute nouvelle plantation tant qu'il n'aura pas été statué à ce sujet. Le Conseil Supérieur de Viticulture est chargé d'étudier d'urgence les bases de l'autorisation légale.

Dans le projet de décret, actuellement à l'étude, on prévoit l'interdiction complète de planter dans les terres d'alluvions, des impôts proportionnels progressifs sur les vignes existant déjà dans ces régions, des amendes fiscales et des contraventions pour sanctionner les défenses.

ROUMANIE.

La vigne est la principale culture de la Roumanie. Elle couvrait avant le phylloxéra 300.000 hectares. Aujourd'hui, bien que le territoire du pays ait doublé depuis la guerre, et soit propice à cette culture sur toute son étendue, le vignoble ne dépasse pas 280.000 hectares. Mais des transformations profondes se sont accomplies : de plus en plus les vigneron ont abandonné les terrains de coteaux pour les plaines, les cépages fins pour les

espèces à gros rendements. L'intention des lois du 22 avril et du 17 octobre 1932 est de combattre ces tendances.

La loi du 22 avril 1932 subordonnait à une autorisation du Ministère de l'Agriculture les nouvelles plantations de vigne, cela pendant cinq ans, et spécifiait qu'elles ne pourraient être faites qu'avec des cépages sélectionnés dont la liste serait publiée chaque année. De lourdes amendes frappaient les vigneronns qui passaient outre.

La loi du 17 octobre 1932 confie aux Chambres d'Agriculture régionales la charge de délivrer les autorisations de planter de nouveaux vignobles ou de reconstituer les anciens. Elles devront être accordées de préférence aux terrains cultivés en vignes dans le passé, ainsi qu'aux coteaux et aux collines. Les plantations ou reconstitutions ne pourront être faites qu'en variétés approuvées par la Chambre d'Agriculture. Dans ce but, le Ministère de l'Agriculture, Direction de la viticulture, publiera chaque année une liste des cépages autorisés.

Toute plantation faite à l'encontre des dispositions précédentes sera détruite à la demande de la Chambre compétente par les soins des organes administratifs.

TUNISIE.

Le décret tunisien du 15 juillet 1932 ne permettait les plantations nouvelles que jusqu'à concurrence de dix hectares, et sans que la surface du vignoble puisse excéder le cinquième de la superficie totale de la propriété.

Les personnes ou sociétés ayant vendu une plantation

de vignes de plus de dix hectares, postérieurement à la publication du décret, ne pouvaient plus planter ou faire planter de nouvelles surfaces.

Le décret du 3 mai 1933 interdit, pendant un an, à dater de sa promulgation, et par dérogation à celui du 15 juillet 1932, toute plantation, replantation et remplacement de vignes. En cas d'infraction les propriétaires ou occupants seront tenus de procéder, après une mise en demeure et dans un délai maximum de 15 jours, à l'arrachage des plantations interdites. Faute de se conformer à cette disposition, il y sera procédé par les soins de l'autorité administrative aux frais des intéressés. Les infractions seront punies d'une amende de 50 à 1.000 fr.

*
**

Il faut s'attendre à voir prochainement d'autres pays suivre ces exemples. Le Congrès de mai 1932 des Viticulteurs de l'Union Sud-Africaine a formé le vœu de voir se restreindre les plantations dans l'Afrique du Sud ; un projet en ce sens est actuellement soumis au Parlement du Cap, et prévoit l'arrêt, pendant trois ans, de toute plantation de vignobles. Il ne constitue pas un cas isolé.

Par contre l'Italie, seconde grande puissance viticole européenne, — elle vient immédiatement après la France et passe avant l'Espagne, — s'est abstenue, jusqu'à présent, de toute mesure restrictive. Ceci pour diverses raisons.

La superficie du vignoble italien n'est, en fin de compte, pas si élevée que pourraient le faire croire les

statistiques : sur 4.200.000 hectares, 800.000 seulement sont plantés exclusivement en vignes, les 3.400.000 hectares restants étant consacrés à la culture intercalaire, particulièrement aux herbacées — et elle manifeste une légère tendance à la diminution.

Mais ce qui a détourné le Gouvernement fasciste d'intervenir, malgré la requête de la Confédération des Viticulteurs, c'est la situation de ce vignoble dont le siège principal se trouve dans les collines et la difficulté qu'il y aurait à employer autant de main-d'œuvre avec une autre culture. Dans certaines régions de collines, la population s'élève à 380 habitants au kilomètre carré, que faire de tout ce monde si l'on supprime la vigne ? La péninsule compte déjà un trop grand nombre de chômeurs. Puis la viticulture a engendré un niveau élevé de civilisation, y renoncer constituerait un bouleversement peu souhaitable.

Aussi l'Italie se borne-t-elle à conseiller aux paysans de ne pas étendre leurs plantations, sans le leur interdire législativement toutefois. Mais elle s'oriente vers une politique de limitation indirecte, en refusant toute aide financière aux viticulteurs et en ne favorisant pas la constitution de vignobles nouveaux dans les régions où le sol peut être utilisé autrement, d'une manière rémunératrice.

Désireuse d'améliorer la qualité, elle interdit les hybrides, comme du reste l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Hongrie et la Yougoslavie qui les prohibent, soit de façon absolue, soit dans les régions à appellations d'origine (France) et atteignent ainsi le double résultat d'un produit meilleur sous un volume réduit.

Certaines lois viticoles vont plus loin en n'autorisant pour la reconstitution des vignobles que des cépages approuvés par le Ministère de l'Agriculture. Ont pris de telles dispositions : l'Argentine (1^{er} décembre 1916), la Bulgarie (5 janvier 1922), la Roumanie (17 octobre 1932), la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie.

Le Royaume Yougoslave encourage les plantations faites à la fois en bons cépages et dans les terrains appropriés en les exonérant, pour une durée de cinq à quinze ans suivant les cas, de l'impôt sur le revenu auquel sont soumis les vignobles des plaines, même constitués en excellentes espèces (loi sur les impôts, de 1931).

MANIFESTATIONS INTERNATIONALES

Toutes les nations se sont bien vite rendu compte de l'insuffisance de l'effort isolé ! Que sert à un pays de prendre des mesures sévères dans le but de restreindre son vignoble et d'améliorer sa production, si ses voisins n'ent font pas autant ? Il y a même beaucoup de chances pour que l'appât du gain les pousse à accroître leur rendement afin de multiplier leurs exportations à destination du pays réglementé.

On retrouve donc, transposé sur le plan international, ce qui se passait dans la France de l'Ancien Régime quand on décidait de limiter les plantations d'une province : immédiatement les autres en profitaient pour y envoyer leurs excédents de récoltes et le résultat était nul. Sans doute reste-t-il toujours à une nation la suprême ressource de fermer ses frontières, mais cette solution comporte tellement d'inconvénients, expose à tellement de représailles, c'est une politique si dangereuse, qu'on ne doit la considérer que comme un pis-aller.

L'extension continue de l'aire de la vigne, l'augmentation constante de la production dans le monde laissent présager un avenir trop sombre pour que la communauté des peuples s'en désintéressât. Aussi la question

de la limitation des plantations de vigne a-t-elle été débattue au cours de plusieurs conférences et congrès internationaux puisque c'est l'objet de ces réunions de faciliter les échanges de vues entre peuples et d'élaborer ensemble des règles de conduite pour l'avenir. Nul doute qu'elles n'aient eu une influence décisive sur les législations citées plus haut.

Successivement à Bucarest, à Barcelone, à Paris, à Londres, on a cherché la façon la meilleure de freiner la production actuelle et de la ramener à des proportions raisonnables : chaque fois un grand nombre de congressistes, souvent une majorité, sont tombés d'accord sur l'urgence de limiter et même d'arrêter les plantations.

Cette mesure a constitué la pièce maîtresse de la Conférence Internationale du Vin (Paris 7-11 mars 1932), avant d'être à nouveau mise en vedette, l'année dernière à la session économique de la Conférence de Londres (Juin 1933).

§ I.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU VIN.

La Conférence Internationale du Vin réunit à Paris en mars 1932 sur la suggestion de l'Office International du Vin, les personnalités les plus éminentes du monde viticole. Vingt-cinq pays y étaient représentés parmi lesquels naturellement la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Yougoslavie.. contrées méditerranéennes où depuis l'antiquité la culture de la vigne tient une place prépondérante. Des institutions internationales, tels

l'Institut d'Agriculture de Rome, la Commission internationale permanente de viticulture, le B. I. T... etc., y avaient envoyé des délégués ; le Brésil, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Suisse, des observateurs.

Elle avait été minutieusement préparée par M. Léon Douarche, directeur de l'Office international du vin, secrétaire général de la Conférence, et son ordre du jour comprenait à la fois des questions techniques et des questions de politique viticole générale. Mais la limitation des plantations retint surtout l'attention des délégués. Tous tombèrent d'accord sur le principe de sa nécessité et les divergences ne commencèrent que sur la mesure dans laquelle il convenait de l'appliquer.

Certains, comme le délégué grec, M. Charilaos, désiraient l'arrêt complet des plantations, ou comme M. Téodoresco (Roumanie) une adhésion ferme de tous les pays afin que le sacrifice des uns ne fut pas annulé par la production illimitée des autres. M. Royo (Espagne) souhaitait voir se réunir une conférence spécialement consacrée à ce problème, et la limitation uniquement adoptée par les pays responsables de la crise pour avoir étendu leur vignoble au delà de sa surface ancienne.

On s'entendit cependant pour rédiger le texte suivant à l'adresse des différents gouvernements :

« La Conférence Internationale du Vin recommande :

» 1° Que soient prises, dans tous les pays viticoles des mesures tendant à la limitation des plantations ou même à leur arrêt, pendant une période de plusieurs années;

» 2° Recommande aux gouvernements que des mesures soient prises pour défendre la production des vins

de qualité sacrifiée dans le passé à la production de la quantité.

» Dans ce but, elle émet le vœu que l'on évite autant que possible les nouvelles extensions de terrains de plaine, propres à d'autres cultures, et que les principes, notamment du choix des cépages et des taxes sur les gros rendements soient étudiés par les différents pays, afin de discipliner la culture de la vigne et de combattre la production de vin de qualité inférieure;

» 3° Elle recommande aux gouvernement de prendre toutes mesures nécessaires pour interdire le mouillage à la racine;

» 4° Elle émet le vœu que les gouvernements fassent connaître à l'O. I. V. les mesures qu'ils auront prises sur les questions touchant la limitation des plantations. »

En plus de l'effet moral certain produit par la Conférence, des résultats pratiques ont été obtenus, plusieurs pays ayant déjà adopté des mesures législatives reproduisant les résolutions précitées.

§ II

LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE ET ÉCONOMIQUE MONDIALE DE LONDRES.

La Conférence de Londres mit une fois de plus en lumière la nécessité d'une action conjuguée sur les plans nationaux et internationaux pour combattre efficacement la crise et aussi la volonté des principales puissances présentes de s'orienter vers une politique de collaboration internationale.

Lorsque le problème du vin fut mis en discussion, M. Albert Sarraut qui représentait la France soutint le point de vue de la Commission internationale permanente de viticulture et de l'Office international du vin qui avaient émis l'avis suivant :

« La limitation et même l'arrêt pendant un certain temps, des plantations de vignobles, s'impose comme un des moyens les plus sûrs d'arrêter la crise de surproduction actuelle du vin dans le monde..... De nos jours, les mesures de limitation adoptées par plusieurs législations se sont révélées insuffisantes, il faut en arriver à précociser l'arrêt complet des plantations comme l'ont fait d'autres législations, notamment celles de Grèce, de Portugal et de Roumanie. »

M. Sarraut insista particulièrement sur l'extension inconsiderée de la surface des vignobles depuis 1840 — hors d'Europe spécialement — et sur l'énorme augmentation de production qui en est résultée. Aussi, sans négliger les moyens susceptibles de stimuler la consommation : lutte contre les prohibitions ou les tarifs douaniers prohibitifs, propagande..., etc., insista-t-il sur la nécessité pour tous les producteurs d'arrêter les plantations.

Nombreuses furent les adhésions à cette conclusion, en sorte que la Commission économique de la Conférence de Londres adopta le projet de résolution ci-après :

« ...il appartient à chaque pays de mettre un terme à la frénésie des plantations qui se sont accrues dans le monde, amenant depuis le début du siècle une augmentation de 600.000 hectares du vignoble mondial et une

production qui dépasse de 32 millions d'hectolitres celle de 1900.

» Chaque gouvernement est invité à prendre, à l'intérieur de ses frontières, les mesures nécessaires, suivant l'intensité plus ou moins grande de l'exagération de ses plantations nationales de vignobles, et tout en respectant les richesses déjà constituées dans les régions où la zone de la vigne n'a pas pris de proportions dangereuses. Les gouvernements devraient, à cet effet, édicter dans leur législation, des mesures tendant à l'établissement de statistiques officielles de l'aire des plantations en vigne, du résultat des récoltes annuelles en vin et raisin, enfin prescrire la déclaration officielle et obligatoire des récoltes par les producteurs. »

La question de la limitation des vignobles sera évoquée à nouveau, du 13 au 20 juin 1934 au XVI^e Congrès International d'Agriculture de Budapest où elle a été inscrite à l'ordre du jour de la Section de viticulture.

Tous les pays viticoles y seront représentés, et le rapport général a été confié à M. Léon Douarche, directeur de l'Office international du vin.

UN CAS EXCEPTIONNEL : LE PROJET DE L'U. R. S. S.

Nous ne sommes pas au bout de nos surprises avec l'U. R. S. S. A l'inverse de tous les autres pays, la Russie soviétique a conçu le projet de développer son vignoble dans des proportions gigantesques, et le deuxième plan quinquennal (commençant en 1933), prévoit une augmentation de 750.000 hectares en cinq ans, ce qui porterait le vignoble russe au total de 1 million d'hectares en 1937.

Mais pour atteindre un tel résultat, il faut planter à la cadence de 150.000 hectares par an, c'est-à-dire mettre en œuvre 2.500 charrues défonceuses, se procurer des milliards de plants (4.000 pieds sont nécessaires pour encépager 1 hectare), des échalas, former des équipes de vigneron, construire des caves et des celliers. On entrevoit les obstacles...

Si ce formidable projet arrive à réalisation, ce véritable tour de force comptera parmi les faits économiques les plus marquants de notre époque, pourra bouleverser de fond en comble l'économie actuelle du vignoble mondial et créer une concurrence redoutable aux anciens pays viticoles. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

On est, en effet, tenté de lever les épaules devant une entreprise aussi audacieuse, surtout lorsqu'on réfléchit

aux siècles qui ont été nécessaires pour créer notre vignoble français de 1.500.000 hectares! Toutefois, les événements surprenants nous étonnent moins dans ce pays qu'ailleurs, le caractère russe et ses réactions demeurant pour nos esprits latins un mystère insondable.

Contentons-nous de souligner les grandes directives de ce plan élaboré en août 1931 à Tiflis, sous les auspices de l'Institut d'Ampélologie de l'Union soviétique, chargé de diriger les travaux de toutes les stations viticoles depuis l'Ukraine jusqu'au Turkestan.

Et d'abord, quelles raisons ont pu pousser les dirigeants soviétiques à développer ainsi la culture de la vigne dans un pays qui consomme si peu de vin? Elles sont multiples.

a) La première, officiellement du moins, est la trop faible consommation de fruits chez les Soviets. Les statistiques ont démontré que l'on consomme actuellement 17 kgs de fruits par année et par tête dans l'Union soviétique, contre 112 kgs aux Etats-Unis. On souhaite, étant donné la valeur hygiénique, alimentaire et médicale du raisin, voir se développer cette consommation. Ce désir explique la répartition (citée plus loin) des vignes dont une grande partie sera consacrée à la production du raisin de table.

b) Les Soviets ont considéré que la vigne pourrait occuper utilement les terrains impropres à d'autres cultures.

c) Ils ont voulu étendre à la viticulture la collectivisation jusqu'ici appliquée uniquement à la production des céréales.

d) Enfin, on vise à coup sûr l'exportation pour une

large part, car l'U. R. S. S. a besoin d'elle pour améliorer sa balance commerciale, et le Congrès n'en fait pas mystère puisque dans les résolutions relatives à la délimitation des régions, il a déjà divisé les vins en deux catégories : vins destinés à la consommation intérieure et *vins d'exportation* (district de la Mer Noire, Kakhétie, Gandja, Iméréthie, Azerbeïdjan, Arménie, Crimée.)

Nul doute que l'on n'expédie également à l'étranger des quantités massives de raisins frais ou secs, de jus concentrés, moûts stérilisés, confitures, etc., que la clientèle russe, si misérable, ne saurait absorber en totalité, avec sa puissance d'achat infime.

Voici comment le Congrès de Tiflis organise la répartition du futur vignoble soviétique :

- 40 % pour les raisins de table;
- 15 % pour les raisins secs;
- 12 % jus concentrés;
- 18 % moûts stérilisés;
- 15 % pour le vin.

La minutie du plan est incroyable. On a tout étudié et tout prévu : production des cépages dans de vastes pépinières; sélection suivant leur destination; éducation professionnelle de milliers d'équipes de vignerons; matériel de vinification; construction de caves; machines poussées au plus haut degré de perfection pour la fabrication des jus concentrés, confitures, moûts stérilisés, marmelades, etc.

Rien n'est laissé au hasard, ce qui ne veut pas dire que l'on n'ait oublié l'élément imprévisible toujours possible, capable de réduire à néant l'édifice entier. Un grain de sable arrête souvent le fonctionnement des rouages les mieux compris. Cependant, on ne peut s'em-

pêcher d'éprouver devant ce projet grandiose une certaine admiration qui se double du reste d'appréhension pour les conséquences menaçant, à brève échéance peut-être, nos vieux pays d'Europe que le niveau plus élevé — heureusement! — de la vie paysanne mettrait en fort dangereuse posture. Comment lutter, en effet, contre les prix de revient inférieurs de l'Union soviétique obtenus grâce à la misère d'une main-d'œuvre d'esclaves!

Assisterons-nous au « dumping » du vin comme nous avons connu celui du blé, du bois, des volailles frigorifiées, des pommes... La viticulture de nos régions, déjà si éprouvée, verra-t-elle la Russie, hier encore importatrice, se dresser en concurrente avantagée sur le marché du vin? Nous ne croyons pas, en tut cas, que, si le projet de Tiflis arrive à réalisation, le produit des récoltes soit jamais consacré au bien-être du « Paradis Rouge ».

Souvenons-nous que, bien avant l'élaboration du plan de Tiflis, les Soviets trouvaient le moyen d'exporter du vin, malgré les très petites quantités obtenues. Que sera-ce à l'avenir?

Or, le vignoble russe marque depuis déjà quelques années une progression notable :

175.600 hectares.....	en 1926
188.100 —	— 1927
206.500 —	— 1929
231.500 —	— 1931
250.000 —	— 1932

La réalisation du projet comportera deux étapes. Pendant la première, on emplantera seulement le Caucase, le Turkestan, les Républiques d'Extrême-Orient, l'Ukrai-

ne. La deuxième étape poussera vers le nord l'extension de la culture de la vigne, la rapprochant des grands centres industriels du Don, du Dniéper, de Kiew et de Khar-kow. On emploiera dans ce but des cépages hâtifs et résistant au froid.

DEMAIN

QUELLE SERA LA POLITIQUE DE L'AVENIR ?

Il est toujours téméraire de présager l'avenir. Tellement de changements imprévus peuvent survenir qui dérouteront les prévisions les plus sages. Cependant, en face d'un mouvement aussi net, aussi généralisé, que celui qui concerne la restriction des plantations de vigne, on peut sans vouloir jouer le prophète, émettre l'opinion qu'il doit s'étendre encore davantage. Nous verrons probablement, surtout si les conditions atmosphériques favorables permettent de belles récoltes dans les années prochaines, les dernières puissances réticentes s'y rallier et les autres renforcer au besoin les mesures déjà prises.

D'ailleurs, ces tendances dépassent la seule viticulture pour atteindre également d'autres branches agricoles, telle la culture du blé. Ces diverses expériences ressortent toutes de l'Economie dirigée, la doctrine qui prédomine à l'heure actuelle.

Evidemment, elles sont attaquées par les partisans du libre-échange, mais moins en viticulture qu'ailleurs. Car M. Louis Roger, président de la Société des viticulteurs de France, le fait très justement remarquer : « Dans la plupart des branches de l'activité économique, c'est la loi de l'offre et de la demande qui règle la production et qui l'empêche de s'égarer. Pour la viticulture, il n'en

est pas ainsi : c'est, en effet, *une profession qui paraît moins sensible qu'une autre aux indications données par les oscillations des cours*. Cette remarque qui s'applique à la métropole s'applique encore plus à l'Algérie dont l'activité productive, à cause même de l'éloignement du marché sur lequel elle écoule sa récolte, ne semble pas avoir le sentiment de l'orientation à suivre et des limites à garder. En présence de l'attitude des viticulteurs qui paraissent ne pas se préoccuper de l'avenir, il faut se résigner, si l'on veut éviter de voir s'effondrer complètement le marché, à prendre des mesures pour enrayer l'excès des plantations. »

En fait, la solution qui consiste à interdire les plantations nouvelles et qui aurait probablement déchaîné la réprobation unanime il y a quelques années, a gagné du terrain. On accepte de l'envisager, on propose un essai temporaire, souvent même on s'en déclare partisan. Cependant, ses adversaires demeurent nombreux.

Il est très légitime de repousser la limitation des plantations pour des raisons de droit ou autres. Mais si on l'adopte, il faut tenter une expérience sincère, en essayant d'éliminer les conditions qui tendraient à l'annuler, en l'espèce les trop nombreuses exceptions à la règle qui lui retirent toute sa valeur (Cf. loi du 4 juillet 1931, par exemple.)

De plus, une expérience de ce genre demande un temps assez long pour produire un effet. Les vignes nouvellement plantées ne portent de fruits qu'après 3, 4 ou 5 ans, suivant les climats. Aussi, malgré l'adoption d'un texte interdisant même très sévèrement toutes les nouvelles plantations, est-il normal d'enregistrer encore des

augmentations de récolte pendant les premières années qui suivront le vote de la loi, ces augmentations résultant de la production des vignes plantées avant cette date et qui n'avaient pas encore commencé à donner à ce moment.

Il faut bien l'avouer du reste. Un arrêt des plantations peut être une mesure sage à un moment donné. Et on doit amèrement regretter de ne pas avoir pris ce parti depuis plusieurs années, ce qui aurait évité des extensions massives de l'aire de la vigne en France et en Algérie. Mais une fois le mal en marche, empêcher qu'il n'aille plus loin est pas suffisant, il faut encore le guérir.

L'arrachage alors? — Il est fort difficile à appliquer pour ne pas soulever contre lui l'opinion publique. Tel qu'on le pratique au Luxembourg — facultatif et avec primes importantes — il devient parfaitement acceptable, mais est onéreux pour les finances de l'Etat.

Une décision rétroactive et qui tendrait au même but, par exemple en décidant que les vignes qui ont été plantées à partir de telle date seront frappées d'une taxe supplémentaire, serait probablement fort mal accueillie.

Un arrachage partiel — d'une même fraction pour tous — ou bien, obligatoire seulement pour ceux qui ont planté dans des proportions exagérées ou à partir de telle date — risquerait un sort identique, quoiqu'ils réunisse des partisans.

En tout cas, on pourrait espérer une amélioration de la situation, d'un arrêt complet combiné avec des mesures favorisant les bons cépages plantés dans les terrains

appropriés, prohibant les hybrides et taxant de façon impitoyable les rendements monstrueux. Ceci sans préjudice d'une répression sévère des fraudes et d'une lutte contre les mauvais procédés de fabrication.

Toute cette réglementation nous éloigne beaucoup des doctrines libérales, mais notre époque n'est-elle pas bien éloignée, davantage encore par les dissemblances que par les années, du vieux temps de « la douceur de vivre » qui les a vues naître ? La guerre de 1914-1918 a marqué l'ouverture d'une période, certes, plus voisine par ses tendances et ses caractéristiques, de la féodalité que du charmant XVIII^e siècle.

Brutalité, lutte pour la vie, oppression du plus faible par le plus fort, en sont les traits saillants. Et par dessus tout plane la crise d'autorité. Chaque nation à l'heure présente réclame un chef et une direction. Voilà sans doute pourquoi l'Economie dirigée est à la mode.

Il est toujours à craindre que l'Etat n'aille trop loin dans la voie de l'intervention, une fois qu'il s'y est engagé, et, dans notre cas, si les viticulteurs arrivaient à s'entendre entre eux pour s'imposer de leur propre initiative les disciplines nécessaires sous le contrôle de leurs associations professionnelles, ce serait infiniment préférable.

La solution idéale serait une organisation simple et agissante au sein de la profession, avec l'Etat comme observateur ayant droit de regard. Mais tant qu'un résultat de cette sorte ne sera pas atteint, l'Etat a le devoir d'intervenir.

ANNEXE I

STATISTIQUE MONDIALE DE LA VIGNE (Superficie : milliers d'ha.).

	1909-1914	1927	1928	1929	1930	1931	1932
<i>Hémisphère septentrionale .</i>							
Europe	6.380	6.344	6.465	6.477	6.470	6.485	5.846
Asie	19	36	37	38	45	50	57
Afrique	178	272	275	295	320	386	410
Total	6.577	6.652	6.777	6.810	6.835	6.911	6.313
<i>Hémisphère méridionale :</i>							
Amérique.....	180	238	260	270	265	250	250
Afrique	14	20	21	21	21	21	21
Océanie	24	46	47	46	46	47	46
Total	218	304	328	337	332	318	317
Total général	6.795	6.956	7.105	7.147	7.167	7.229	6.630

PRODUCTION DU VIN DANS LE MONDE

(Milliers d'hectolitres).

En 1909-1914 : 141.134	} Rendement par ha. en hl. :
En 1926 : 131.131	
En 1927 : 161.317	
En 1928 : 182.136	
En 1929 : 185.616	
En 1930 : 162.540	Moyenne 1911-1914 : 21
En 1931 : 173.159	Moyenne 1925-1929 : 27,2
	Moyenne 1925-1932 : 28

ANNEXE II

ARTICLE 3 DE LA LOI DU 4 JUILLET 1931.

Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société possédant ou exploitant soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectos, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale.

Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte par des fermiers ou métayers, pourront être plantées par eux en vigne jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies plantées en vigne, qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers ou métayers, ce propriétaire ne pouvant en aucun cas être une société.

Toute personne ou société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces en vignes dans les limites prévues aux alinéas précédents et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 francs par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Ladite redevance s'ajoutera à celles prévues à l'article 1^{er} et sera payable dans les mêmes conditions.

Toute personne qui procédera ou fera procéder à une plantation de vigne, sera tenue dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation, d'en faire la déclaration à la recette ruraliste dont dépend la localité où se trouve le terrain.

Sera considéré comme plantation nouvelle, tout complément de plantations effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des cepes n'atteint pas 1.500 à l'hectare,

Ne sont pas considérées comme plantations nouvelles au sens du présent article :

I. a) Le remplacement sur le même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante ;

b) La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans.

2. La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservé à cet usage ;

3. La reconstitution dans les 10 ans qui suivront la promulgation de la présente loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et par les calamités atmosphériques.

Est interdit, pendant le délai de 10 ans, le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Est interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une société à un tiers, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui sont plantés en vignes avant l'expiration du dit délai de 10 ans.

N'est pas interdite la plantation de vignes à raisin pour la table dans la limite indiquée dans le deuxième alinéa du présent article.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une commission spéciale comprenant parmi ses membres des représentants des syndicats et des associations des producteurs des plants de vigne et nommée par arrêté du ministre de l'Agriculture, sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de pieds mères et aux producteurs de plants dont les ventes auront subi une diminution supérieure à 15 % comparativement à la moyenne des ventes des trois années antérieures à 1931.

La moitié des redevances prévues à l'article premier sera utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

ANNEXE III

LOI CODIFIÉE DU 4 JUILLET 1931 SUR LA VITICULTURE ET LE
COMMERCE DES VINS, MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LA LOI DU
8 JUILLET 1933.

Redevances.

Art. 1^{er}. — 1° A partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue dans toutes les exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 400 hectolitres. Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen à l'hectare, tel qu'il résultera de la déclaration de récolte et conformément au barème suivant :

Première redevance atteignant les hauts rendements.

Pour le rendement compris entre 101 et 125 hectolitres,
5 fr. par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 126 et 150 hectolitres,
10 fr. par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 151 et 175 hectolitres,
20 fr. par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 176 et 200 hectolitres,
30 fr. par hectolitre.

Pour le rendement compris entre 201 et 250 hectolitres,
50 fr. par hectolitre.

Pour le rendement dépassant 250 hectolitres, 100 fr. par hectolitre.

Deuxième redevance frappant les récoltes importantes.

2° Indépendamment de la redevance ci-dessus, il sera perçu une redevance de 5 fr. par hectolitre sur la tranche de rendement à l'hectare comprise :

a) Entre 51 et 70 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 25.000 hectolitres ;

b) Entre 81 et 100 hectolitres dans les exploitations dont la récolte globale dépassera 2.000 hectolitres.

Exemptions.

3° Toutefois, les redevances susdites ne seront appliquées qu'aux exploitations dont le rendement moyen, au cours des trois dernières années, aura dépassé 50 hectolitres à l'hectare.

Dates d'exigibilité.

4° Ces redevances, dues par le déclarant, seront exigibles en deux fois, par parties égales, avant les 31 mars et 30 septembre qui suivront la date de la déclaration de récolte.

5° Les mesures de blocage prévues à l'article 7 de la présente loi sont suspensives du paiement des redevances afférentes à la quantité de récolte qui sera bloquée.

Déductions à opérer sur les quantités de vin passibles des redevances.

6° Les redevances ne seront pas dues pour les quantités de vin qui auront été :

a) Exportées directement par le récoltant ou pour son compte ;

b) Distillées en exécution de l'article 10 ci-après par le récoltant ou pour son compte ;

c) Déclarées pour la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale d'origine inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservées à cet usage ;

d) Evaporées par la concentration lorsqu'après l'opération les moûts concentrés demeureront la propriété du récoltant soumis aux redevances et seront ramenés dans les chais de ce dernier, pour être employés sur place en vinification.

Si le montant des redevances afférentes à ces vins ou moûts de raisins avait déjà été payé par le récoltant, il lui serait restitué, sur justifications produites à l'administration.

A la suite de blocage seront également dispensées des redevances, les quantités de vins ou de moûts de raisins admises à l'apurement des comptes de blocage.

Eléments de la déclaration de récolte.

7° La déclaration de récolte devra indiquer distinctement les quantités respectives de vin blanc, de vin rouge ou rosé produites, ainsi que celles restant en stock des années précédentes.

Tolérances dans la souscription des déclarations de récolte.

8° Il sera tenu compte, dans la déclaration de récolte, pour les vins rouges ou rosés, d'une tolérance de 2 p. 100 sur des déclarations supérieures à 500 hectolitres et de 3

p. 100 sur les déclarations inférieures à 500 hectolitres, pour les vins blancs, d'une tolérance de 4 p. 100 dans le premier cas et de 5 p. 100 dans le second.

Irrigation des vignes.

L'irrigation des vignes est interdite à dater du 15 juillet de chaque année, jusqu'à la date de l'enlèvement de la récolte.

Toutefois, des arrêtés rendus par le ministre de l'Agriculture, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, et compte tenu des usages locaux, loyaux et constants pourront, à titre exceptionnel, fixer, par département et par commune, les dates extrêmes jusqu'où l'arrosage pourra être autorisé.

Régime spécial des sociétés.

Art. 2. — Lorsqu'une société est propriétaire, concessionnaire ou locataire de terrains plantés en vignes, les déclarations de récolte, quel que soit le mode de faire valoir, souscrites par tous les exploitants de ces terrains, seront, par dérogation à la loi du 29 juin 1907, cumulées pour l'application de toutes les dispositions de la présente loi.

I. — *Dispositions dont l'application est suspendue pendant une période de cinq années, à compter du 1^{er} août 1933.*

Limitation des plantations.

Art. 3. — Pendant une période de dix années, à dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à toute personne ou société possédant ou exploitant, soit directement, soit par voie de fermage, métayage ou tout autre moyen, tant en France qu'en Algérie, en un ou plusieurs domaines, 10 hectares de vignes ou récoltant 500 hectolitres, de planter ou de faire planter de nouvelles surfaces en vigne, exception faite des vignes dont la production est réservée à la consommation familiale.

Toutefois, les terres achetées pour leur propre compte, par des fermiers ou métayers, pourront être plantées par eux en vigne, jusqu'à concurrence de 10 hectares, sans déduction des superficies plantées en vignes qu'ils exploitent pour le compte du propriétaire dont ils sont fermiers

ou métayers, ce propriétaire ne pouvant, en aucun cas, être une société.

Déclaration de plantation.

Toute personne qui procédera, ou fera procéder, à une plantation de vigne, sera tenue, dans le mois qui suivra l'achèvement de la plantation, d'en faire la déclaration à la recette buraliste, dont dépend la localité où se trouve le terrain planté.

Compléments de plantation.

Sera considéré comme plantation nouvelle, tout complément de plantations effectué sur des terrains où, lors de la promulgation de la présente loi, le nombre des ceps n'atteint pas 1.500 à l'hectare.

Exonérations.

Ne sont pas considérés comme plantations nouvelles, au sens du présent article :

1° a) Le remplacement sur le même domaine à surface égale d'une vigne déjà existante ;

b) La plantation en remplacement à surface égale de vignes arrachées depuis moins de dix ans ;

c) Le remplacement à surface égale de vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans ;

2° La plantation dont le propriétaire indiquera, lors de la déclaration de récolte, que le vin est exclusivement destiné à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présumption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 et effectivement réservé à cet usage ;

3° La reconstitution, dans les dix ans qui suivront la promulgation de la présente loi, des vignobles détruits ou endommagés par les événements de guerre et les calamités atmosphériques.

II. — Anciennes dispositions demeurant en vigueur avec modifications.

Redevance imposée aux exploitations nouvelles dont la production excède 500 hectolitres.

Toute personne ou société qui aura planté ou fait planter de nouvelles surfaces en vignes dans les limites prévues

aux alinéas précédents¹ et dont la récolte de vin sera de ce chef supérieure à 500 hectolitres, sera soumise pour l'excédent à une redevance de 50 fr. par hectolitre. En cas de vente du fonds, cette redevance sera due par le déclarant. Ladite redevance s'ajoutera à celles prévues à l'article 1^{er} et sera payable dans les mêmes conditions.

Interdiction de cession de vignobles à une société.

Est interdit, pendant le délai de dix ans, le transfert à une société de la propriété, de la jouissance ou de l'exploitation de terrains plantés en vignes postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Interdiction de cession par une société de terrains préparés pour des plantations de vignes.

Est interdite la cession volontaire, sous quelque forme que ce soit, par une société à un tiers, de terrains préparés pour des plantations de vignes ou qui seront plantés en vignes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

Plantation de vignes à raisins de table.

N'est pas interdite la plantation de vignes à raisin pour la table dans la limite indiquée au deuxième alinéa du présent article.

Indemnités à allouer aux producteurs de plants de vignes.

Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, une commission spéciale, comprenant parmi ses membres des représentants des syndicats et des associations de producteurs de plants de vignes, nommée par arrêté du ministre de l'Agriculture, sera chargée d'établir les indemnités dues aux propriétaires de pieds-mères et aux producteurs de plants qui justifieraient, par la différence des déclarations de bénéfices agricoles ou par tout autre moyen, une diminution de leur bénéfice supérieure à 15 p. 100 sur la moyenne des trois années précédentes. La moitié des redevances prévues à l'article 1^{er} sera utilisée à cet effet pendant une période de trois années à la suite de la promulgation de la présente loi.

Toutefois, en vue de hâter le paiement des indemnités

1. Deux premiers alinéas de l'article 3 (chap. I ci-dessus).

reconnues, un crédit spécial de 2 millions de francs est inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture au chapitre 27 : « Encouragements à la viticulture » (exercice 1933).

Ce crédit ne sera pas renouvelé.

III. — *Dispositions nouvelles.*

Suspension provisoire des plantations ou compléments de plantations.

Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933, sont suspendus toutes plantations ou tous compléments de plantations autres que ceux nécessaires pour assurer l'entretien du vignoble, sur une surface égale à l'intérieur d'une même exploitation. Est considérée comme entretien la reconstitution du vignoble après assolement ne remontant pas à une date antérieure au 1^{er} octobre 1931, à condition que les vignes ainsi arrachées n'aient pas été compensées par des vignes nouvellement plantées sur la même propriété.

Dispositions particulières aux régions produisant des vins à appellation d'origine.

Pour les régions dont le vin bénéficie d'appellations d'origine, telles qu'elles sont définies à l'article 7 de la présente loi, ne seront pas considérées comme plantations nouvelles :

1° La plantation, en remplacement, à surface égale, de vignes arrachées depuis moins de cinq ans ;

2° Le remplacement, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, de vignes qui devront être arrachées dans le délai de trois ans.

Ces dispositions ne s'appliqueront qu'aux natures de terrains et aux cépages qui ont droit à l'appellation d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

Plantations de cépages choisis.

La faculté de remplacer, jusqu'au 1^{er} août 1936, à surface égale, des vignes qui devront être arrachées dans un délai de trois ans, est étendue aux régions dont le vin ne bénéficie pas d'une appellation d'origine — ou ne bénéficie que d'une appellation postérieure au 1^{er} janvier 1926 — à la double condition que cette opération soit faite dans des départements dont la superficie plantée en vignes ne s'est

pas accrue depuis dix ans, et que le remplacement soit effectué avec des cépages dont la liste aura été préalablement dressée pour chaque département par l'office agricole départemental sur le rapport du directeur des services agricoles.

Exonérations.

Ne sont pas suspendus les plantations ou compléments de plantations :

a) Devant assurer la consommation personnelle des récoltants qui réservent à leurs propres besoins l'intégralité des vins ou des raisins obtenus ;

b) Devant produire des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie bénéficiant de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 ;

c) Réalisés, jusqu'à concurrence de trois hectares, par toute personne ne possédant pas ou n'exploitant pas déjà cette surface de vignes. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'aux personnes se trouvant à la tête d'une exploitation distincte, telle qu'elle est définie par l'article 6 du décret du 1^{er} août 1931.

Préalablement à toute plantation, il sera fait une déclaration à la recette buraliste dont dépend l'exploitation. Les quantités de vin produites par les plantations faites en vertu de l'alinéa *b* ci-dessus et qui devront être spécifiées sur la déclaration de récolte ne pourront bénéficier d'aucun titre de mouvement pour la vente en nature. En conséquence, les viticulteurs en cause ne pourront obtenir de pièce de régie pour des envois à la consommation dans une limite supérieure aux quantités expédiées à cette destination au cours des cinq années précédentes, augmentées, le cas échéant, des quantités produites par les plantations éventuellement faites en vertu de l'alinéa *c*.

Arrachages destinés à compenser des plantations faites sous le régime de l'article 3, 1^o, paragraphe c, de la loi du 4 juillet 1931.

Tout propriétaire ou exploitant qui, aux termes de l'article 3 de la loi du 4 juillet 1931, aura effectué des plantations destinées à remplacer des surfaces qui devaient être arrachées dans un délai de trois ans devra justifier de l'arrachage desdites vignes dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, sous peine de se

voir refuser pour les prochaines récoltes tout titre de mouvement pour une quantité de vin correspondant à la production moyenne de l'hectare au cours des trois dernières années, multipliée par le nombre d'hectares à arracher.

Compléments de plantations.

Est considérée comme plantation nouvelle et par conséquent interdite, toute plantation qui augmenterait à l'hectare le nombre de ceps plantés, lors de la promulgation de la présente loi.

Déclaration de plantation.

Tout exploitant qui procédera ou fera procéder à une plantation de vigne, sera tenu d'en faire, un mois avant, la déclaration à la mairie de sa commune et à la recette ruraliste dont dépend la localité sur laquelle s'effectuera la plantation. Dans le cas où l'identification des superficies ne pourrait être établie à l'aide du plan cadastral les intéressés devront produire un plan dressé soit par le service topographique, soit par un géomètre assermenté.

Documents à adresser par les mairies à l'administration des contributions indirectes.

Avant le 15 mai de chaque année, le maire adressera à l'administration des contributions indirectes la liste des surfaces plantées sur le territoire de la commune, établie et signée par les répartiteurs de la commune.

Mesures de contrôle.

En outre, l'administration aura le droit d'examiner la comptabilité des producteurs de plants et des entrepreneurs de défonçage.

Recouvrement des redevances

Art. 4. — Les redevances instituées par les articles 1^{er} et 3 seront assises et recouvrées dans les formes propres aux administrations des contributions indirectes et contributions diverses.

Contribution foncière sur les terrains plantés en vignes.

Art. 5. — Les dispositions des articles 114 et 115 de la loi du 3 frimaire an VII et celles de l'article 7 du décret de codification du 11 janvier 1929, relatives à la contribution foncière, sont abrogées en ce qui concerne les terres qui seront plantées en vigne.

Minimum de composition des vins de pays.

Art. 6. — Il sera statué, par des décrets pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture, pour chaque région viticole, sur la composition que doivent avoir les vins récoltés dans chacune desdites régions pour pouvoir être considérés comme propres à la consommation.

Chaptalisation des vendanges.

Toute personne achetant des vendanges dans les régions où le sucrage en première cuvée est interdit et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée.

Quantités susceptibles d'être expédiées avant déclaration de récolte.

Art. 7. — Tant que les résultats des déclarations de récolte n'auront pas été publiés au *Journal officiel*, les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure aux deux tiers de leur production ; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres.

Blocage.

Lorsque la déclaration de récolte sera publiée et fera apparaître (France et Algérie comprises) des ressources dépassant 70 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage.

En ce cas, le Gouvernement devra, avant le 1^{er} janvier de l'année, sur la proposition des ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget, et après avis de la commission interministérielle de la viticulture, déterminer par décret le pourcentage du moût et de vin qui pourra être

expédié de la propriété par les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres.

Eléments du blocage.

Ce pourcentage tiendra compte à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare, et de l'augmentation qui apparaîtra dans la superficie des vignes en production comparativement à l'année 1928.

Quotité du blocage.

Le blocage définitif ne sera jamais supérieur au blocage prévisionnel ; l'incidence individuelle du blocage ne devra en aucun cas être supérieure à 33 p. 100 du chiffre de la récolte, sauf dans le cas où les ressources dépasseraient 84 millions d'hectolitres.

En cas de vente, de location ou de cession de parcelles, entrées en production postérieurement à 1928, le blocage atteindra les acheteurs, bailleurs ou cessionnaires, quelle que soit l'importance de leur production.

Lorsque l'avis prévu au paragraphe précédent¹ sera demandé à la commission interministérielle, celle-ci sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers.

La commission interministérielle ainsi constituée ne se prononcera qu'après avoir consulté les offices agricoles des différents départements producteurs.

Représentation des quantités bloquées.

La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition à défaut de justification, soit de concentration des moûts, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie, soit de fabrication de mistelles, de vins médicamenteux, soumis au régime des spiritueux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels préparés dans les conditions prévues à l'article 22 de la loi du 13 avril 1898. Pour la concentration, le déblocage ne joue qu'à concurrence des quantités de liquide évaporées.

Lorsque les moûts concentrés ne sont pas utilisés en vini-

1. Paragraphe 3 ci-dessus.

fication, les moûts naturels stérilisés ou concentrés livrés directement à la consommation entraînent le déblocage du volume initial du produit traité.

Exemptions du blocage.

Seront exonérés du blocage :

a) Les producteurs, dont le rendement moyen à l'hectare, ne dépassant pas 100 hectolitres, aura été inférieur de 40 p. 100 au rendement moyen correspondant des trois années précédentes, à la condition que la récolte totale n'accuse pas, sur celle des trois années précédentes, une augmentation supérieure à 10 p. 100 ;

b) Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine, soit en vertu de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926, à la condition, dans ce dernier cas, que la production n'ait pas dépassé une moyenne de 40 hectolitres à l'hectare pour les trois dernières années ;

c) Les producteurs qui, au cours de l'année précédente, auront eu leur récolte diminuée et dont le rendement à l'hectare n'aura pas dépassé 20 hectolitres du fait de calamités atmosphériques, ou de maladies provoquées par les cryptogames ou les insectes.

Les viticulteurs qui justifieront, à la suite d'une déclaration comportant les indications qui seront fixées par décret, de l'arrachage d'une surface déterminée de vignes, seront exonérés d'une façon permanente du blocage dans la mesure correspondant à la quantité de vin que cette surface était réputée produire, en se basant sur le rendement annuel moyen à l'hectare de l'exploitation des trois récoltes précédant l'arrachage. Toutefois, la quantité entrant en compte, pour le déblocage, ne pourra être supérieure à la différence entre la récolte de l'année considérée et la moyenne des trois récoltes précédant l'arrachage.

Déblocage.

Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement lorsque, sur les marchés prévus à l'article 54 de la loi du 16 avril 1930, le cours moyen du vin aura été reconnu supérieur à 126 fr. l'hectolitre pour le vin de consommation courante titrant 9 degrés. Ce décret sera pris après avis de la commission interministérielle de

la viticulture qui devra faire intervenir, à côté du cours moyen du vin, le prix de revient moyen à la production.

Blocage des vins importés.

En exécution des principes généraux de l'article 3 de la loi du 31 mars 1931, les règles de blocage applicables à la production le seront également en même proportion aux stocks importés.

Définition de l'importateur.

Sont considérés comme importateurs les négociants qui réalisent la première vente des vins en France et qui sont tenus d'opérer le dédouanement à leur propre nom, ou, en cas de vente conclue à l'étranger, les commerçants (grossistes ou détaillants) qui figurent en qualité de destinataires sur les titres de mouvement créés pour légitimer la circulation des vins sur le territoire aussitôt après le dédouanement.

Art. 8. — L'article 78 et la dernière phrase de l'article 251 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes sont abrogés.

L'article 77 du même décret est complété par la disposition suivante :

Alcools. — Acquits et congés blancs.

« Peuvent également bénéficier des titres de mouvement sur papier blanc les alcools et eaux-de-vie obtenus par la distillation des vins et des marcs provenant de vendanges sucrées en première cuvée dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929. »

Art. 9. — L'article 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons) est complété comme suit :

Emploi des alcools pour la carburation.

« Les importateurs d'essences de pétrole et autres, pures ou en mélanges, sont, en outre, tenus, pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essences importées par eux, à l'exception des essences « tourisme », telles qu'elles sont définies par arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits »

ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessus, par 100 litres d'essence.

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public, sont fixés par arrêtés du ministre de l'Agriculture, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre du Budget.

« Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme » par arrêté du ministre de l'Agriculture, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre du Budget.

*Surtaxe perçue au profit du service des alcools
sur les huiles et essences de pétroles importées.*

« La surtaxe de cinq francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essences de pétroles, visées par l'article 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à dix francs quarante centimes, à compter de la date d'application de la présente loi. »

L'article 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé.

Distillation obligatoire.

Art. 10. — Lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récoltes, souscrites tant en France qu'en Algérie, fait apparaître un chiffre de disponibilités (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vins avec un rendement à l'hectare qui n'accusera pas, comparativement à la moyenne des trois années précédentes, une diminution supérieure à 50 p. 100 doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage qui est progressif en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare, ainsi que le délai extrême de la distillation sont fixés par décret, rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture, des Finances et du Budget.

Destination à donner aux alcools.

Sauf en ce qui concerne les récoltants dont la prestation n'atteint pas 5 hectolitres d'alcool pur, l'alcool produit dans les conditions de l'aliéna qui précède est obligatoirement livré à l'Etat avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte, à un prix fixé par les décrets susvisés. Ce prix ne peut en aucun cas dépasser les trois cinquièmes du prix pratiqué durant la campagne en cours pour la cession par l'Etat des alcools destinés au vinage et au mutage.

Astreinte.

En sus des pénalités prévues par l'article 14, alinéa 1^{er}, ci-après, tout retard de livraison est passible d'une astreinte, dont le recouvrement est poursuivi comme en matière de contributions indirectes, qui pourra atteindre, au maximum, 3 fr. par hectolitre et par jour de retard, à partir de la date fixée pour la livraison dans l'avis individuel adressé aux producteurs.

Dispense de livraison.

Sont exemptés de l'obligation de distillation les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine dans les termes de l'article 7 ci-dessus. Sont dispensés de livrer l'alcool à l'Etat, quelle que soit l'importance de la distillation obligatoire, les récoltants qui obtiennent des eaux-de-vie profitant de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919.

Mesures transitoires, concernant la récolte de 1932.

A titre exceptionnel, pour la récolte de 1932 :

1° Les viticulteurs dont la prestation ne dépasse pas 5 hectolitres d'alcool pur ou dont la récolte de 1932 accuse, sur sa devancière, une diminution de rendement à l'hectare d'au moins 50 p. 100 sont dispensés de l'obligation de distillation ;

2° Les autres viticulteurs pourront se dispenser de livrer à l'Etat les alcools produits en exécution de l'arrêté ministériel du 8 février 1933 contre versement d'une somme de 450 fr. par hectolitre d'alcool pur sur la partie de leur prestation qui excède 5 hectolitres d'alcool pur.

Art. 11. — L'article 45 du décret du 21 décembre 1926,

portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes, est complété comme suit :

Bouilleurs de cru. — Allocation en franchise.

« Les dispositions prévues par les articles 36, 37, 39 et 45 sont applicables dans le cas où il s'agit de la distillation des vins, marcs et lies provenant de vendanges et de moûts chaptalisés dans les limites et conditions fixées par la loi du 4 août 1929. »

Conditions de nomination ou d'agrément et attributions des agents de la répression des fraudes.

Art. 12. — Les agents du service de la répression des fraudes, tant en Algérie qu'en France, sont nommés par le ministre de l'Agriculture ou agréés par lui dans les conditions prévues à l'article 65 de la loi du 27 février 1912.

Les agents du service de la répression des fraudes ont, concurremment avec les agents des douanes, qualité pour exercer, dans la limite de leurs attributions, le contrôle des marchandises importées dès lors qu'elles ont été déclarées pour la consommation.

Ventes sur souches.

Art. 13. — En cas de vente sur souches sur la base d'un degré d'alcool déterminé, le prix ne pourra être fixé que sous réserve d'augmentation ou de diminution de ce prix, selon que le vin une fois produit fera apparaître une richesse alcoolique supérieure ou inférieure au degré prévu.

Pénalités.

Art. 14. — Toute infraction aux articles qui précèdent et aux décrets rendus pour leur exécution sera constatée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes par les employés des contributions indirectes et des contributions diverses ou par les agents chargés de la répression des fraudes. Elle sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 500 fr., avec affichage du jugement, et, en cas de récidive, de la même peine, ainsi que d'une peine de huit jours à un mois d'emprisonnement.

sonnement, le tout sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités édictées par la législation antérieure.

Toutefois, les infractions au dernier alinéa de l'article 1^{er} pourront être constatées par tous moyens de droit.

Aux peines prévues à l'alinéa précédent s'ajoutera :

1° En cas d'infraction aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3, relatives aux déclarations donnant lieu au paiement d'une redevance, le remboursement des redevances fraudées ou compromises et le paiement d'une amende fiscale égale au triple de ces redevances ;

2° En cas d'infraction aux dispositions de l'article 7, relatives à la représentation des vins bloqués, le paiement d'une taxe égale au triple droit de circulation sur les quantités non représentées et, en cas de récidive, au sextuple de ce droit.

3° En cas d'infraction aux dispositions de l'article 3 relatives aux superficies susceptibles d'être plantées, le paiement d'une amende de 10.000 fr. par hectare ou fraction d'hectare de vigne plantée en excédent ; cette amende sera applicable annuellement, pendant toute la durée de la plantation irrégulière ;

4° En cas d'infraction aux dispositions des alinéas 12 et 13 de l'article 3, le paiement d'une amende de 20.000 fr. par hectare ou fraction d'hectare de terrain cédé ou transmis en violation desdites dispositions. Cette amende demeurera exigible annuellement pour toute la durée de la cession irrégulière.

Les infractions aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 6 avril 1897 seront punies, indépendamment des pénalités édictées par la législation en vigueur, des peines prévues au premier alinéa du présent article.

*Régime fiscal et conditions d'emploi en vinification
des moûts concentrés de raisins.*

Art. 15. — Les moûts de raisins concentrés à plus de 10 p. 100 pourront être employés en vinification sur tous les vignobles de France et d'Algérie.

Un décret à intervenir avant le 15 juillet 1931, et rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture et du Budget, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, fixera les conditions dans lesquelles les moûts concentrés peuvent être employés en vinification.

La vendange produisant des vins de cru ou d'appellation ne pourra être enrichie que par des concentrés de même cru ou de même appellation.

Les moûts de raisins concentrés à plus de 10 p. 100 qui sont fabriqués, vendus ou mis en circulation en vue d'usages autres que la vinification : 1° pourront circuler sur tout le territoire de la France et de l'Algérie ; 2° suivront le régime des glucoses et seront affranchis des droits de circulation sur les moûts ayant servi à leur préparation, à la condition qu'ils soient destinés à la consommation intérieure et logés dans des récipients ne dépassant pas 5 kilogrammes.

Les fabricants et commerçants d'appareils à concentrer les moûts de raisin seront astreints à la tenue d'un répertoire.

Toute infraction aux prescriptions du présent article et aux décrets rendus pour leur exécution sera punie des peines d'amende et d'emprisonnement, avec affichage du jugement telles qu'elles sont prévues à l'article 8 de la loi du 6 mai 1919.

Affectation des redevances et amendes. Fonds de propagande pour la consommation et l'exportation du vin.

Art. 16. — Le produit des redevances et amendes prévues aux articles 1^{er}, 3, 14 et 15 de la présente loi sera consacré à la constitution d'un fonds de propagande destiné à développer la consommation et l'exportation du vin. Il sera réparti dans la limite des crédits ouverts chaque année au budget par le ministre de l'Agriculture, sur la proposition d'un comité de propagande dont la composition et les conditions de fonctionnement seront fixées par décret contresigné par les ministres de l'Agriculture, du Commerce et du Budget.

Les crédits non employés pourront être reportés d'un exercice sur l'autre par décret contresigné par les ministres de l'Agriculture et du Budget.

Champ d'application de la loi.

Art. 17. — La présente loi sera, dès sa promulgation, applicable dans son intégralité, à la France, notamment aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie, nonobstant l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900.

Dans le mois qui suivra ladite promulgation et exception faite des délais spéciaux aux articles 7 et 15, il sera statué, par décret rendu sur la proposition des ministres de l'Agric-

culture et du Budget, sur les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi.

Promulgation de la loi.

Art. 18. — Conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, la présente loi devra être promulguée dans le délai de trois jours.

DÉCRET DU 3 MAI 1933, PORTANT A TITRE PROVISOIRE
INTERDICTION DES PLANTATIONS DE VIGNE.

Article premier. — Pendant un an à dater de la promulgation du présent décret et par dérogation au décret du 15 juillet 1932 sont interdits tous plantation, replantation et remplacement de vigne.

Art. 2. — En cas d'infraction, les propriétaires ou occupants sont tenus de procéder, après une mise en demeure et dans un délai maximum de quinze jours, à l'arrachage des plantations interdites.

Faute par les propriétaires ou occupants de se conformer à cette disposition, il est procédé d'office à l'arrachage par les soins de l'autorité administrative et aux frais des intéressés, sans préjudice des sanctions prévues à l'art. 4.

Les frais dont l'avance est faite par l'administration, sont recouvrés par voie d'états de liquidation décernés conformément au décret du 15 janvier 1914 et exécutoire toutefois par provision et nonobstant opposition.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent décret peuvent être constatées par les agents assermentés du syndicat général obligatoire des viticulteurs, les agents des régies financières et de la force publique et en général par tous agents assermentés.

Art. 4. — Sont punies d'une amende pénale de 50 francs à 1.000 francs toutes infractions au présent décret.

Les articles 463 du Code pénal français et 53 du Code pénal tunisien seront applicables à la pénalité prononcée en vertu du présent décret soit par la justice française, soit par la justice tunisienne.

Art. 5. — Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et notre Directeur général des Finances sont chargés de l'application du présent décret et autorisés à prendre tous arrêtés réglementaires.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de l'Office international du Vin.

Annuaire de l'Institut international d'Agriculture de Rome.

Actes de la Conférence internationale du Vin.

Billiard. — *La vigne dans l'Antiquité.*

B. Chandon-Moët. — *Rapport sur la Champagne en 1932.*

Débats parlementaires.

Douarche. — *La crise viticole mondiale.*

D^r Laval. — *Histoire et statistique de la Vigne et des Grands Vins de la Côte d'Or.*

Morton Shand. — *A book of wine.*

Félicien Maudet. — *La statut juridique de la viticulture française.*

Salomon Reinach. — *La mévente des vins sous le Haut-Empire romain.*

Semaine sociale de Lille.

Société d'études et d'informations économiques. — *La crise de la viticulture française.*

Revue et Journaux

Bulletin international du vin.

Bulletin d'études économiques et financières.

Bulletin quotidien.

C. G. V. Narbonne.

C. V. S. O.

Dossiers de l'action populaire.

Grands crus et vins de France.

Journal du commerce.

Le vigneron champenois.

Le vigneron de Bourgogne.

Moniteur vinicole.

Revue viticole.

Principaux articles :

- « La crise viticole » par M. Léon Douarche, directeur de l'Office international du vin (*Bulletin international du vin*, mai, 1933.)
- Rapports de M. Louis Roger, président de la Société des viticulteurs de France (*Bull. intern. du vin*, mars 1931-mars 1933.)
- « La limitation vinicole et les leçons de l'Histoire » par M. Jean Régné, archiviste de l'Ardèche (*Bull. intern. du vin*, août, 1931.)
- « La crise viticole de 1720 en Guyenne » par J.-A. Doléris, ancien président de l'Académie de Médecine (*B. I. V.*, mai, 1931.)
- Discours prononcé par M. Barthe, député, président de la Commission des boissons à la réunion de la Commission interministérielle de la viticulture (*B. I. V.*, mai, 1933.)
- Enquête relative aux questions viticoles (*Bull. intern. du vin*, novembre 1932.)
- Rapport présenté à l'Assemblée générale de l'Union des syndicats des Alpes et Provence, du 6 décembre 1931, à Marseille, par M. G. Elluin (*Alpes et Provence*, 20 décembre 1931.)
- « Excursion en Bourgogne » (*B. I. V.*, juillet 1932.)
- « La vigne et le peuplement rural de l'Algérie » par Pierre Berthault (*Temps*, 9 décembre 1932.)
- « L'Algérie et la surproduction viticole », par Pierre Berthault (*Temps*, 16 décembre 1932.)
- « La viticulture soviétique », par M. Léon Douarche, directeur de l'Office international du vin (*Temps*, 26 mai 1932.)
- « Le second plan quinquennal de l'U. R. S. S. et les perspectives de développement de la viticulture », par M. G. Barberon, ancien chef de bureau de la viticulture au ministère de l'Agriculture de Russie (*B. I. V.*, mai 1932.)
- « Un cas d'économie dirigée : l'Etat et la viticulture » (*Dossiers de l'action populaire*, 10 juillet 1932.)
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
-------------------	---

HIER

I. La limitation viticole dans l'antiquité.....	15
II. Les mesures limitatives dans l'Ancienne France.....	23

AUJOURD'HUI

PREMIERE PARTIE : LE SYSTEME FRANCE-ALGERIE

I. Les plantations de vignes en France	41
Importance de la viticulture dans l'économie française (production, consommation, exportation).....	41
Le phylloxéra à l'origine des maux actuels.....	44
Après le phylloxéra.....	47
Etude du rôle joué par les différentes provinces françaises dans la surproduction actuelle.....	49
II. L'évolution du vignoble algérien.....	64

DEUXIEME PARTIE : LEGISLATION FRANCAISE.

I. La limitation des plantations et le Droit.....	71
II. Le « Statut de la viticulture » : la loi du 4 juillet 1931.....	75
III. La loi du 8 juillet 1933.....	79

TROISIEME PARTIE : LA LIMITATION DES PLANTATIONS A L'ETRANGER.

Envergure du mouvement.....	87
I. Mesures législatives étrangères relatives à la limitation ou à l'arrêt des plantations.....	91
II. Manifestations internationales.....	102
III. Un cas exceptionnel : le projet de l'U. R. S. S	108

DEMAIN

Quelle sera la politique de l'avenir?.....	115
Annexes.....	119
Bibliographie.....	141

